

## LA LETTRE DE L'ASSOCIATION DES AMIS DE LA BDIC & DU MUSÉE

N°7 JANVIER - MARS 1983

I.S.S.N. 0293-2245

### ÉDITORIAL

La passion des Français pour les années 40-44 ne fait que grandir avec le temps, et une récente émission des *Dossiers de l'Écran* a apporté la preuve de cet intérêt sur lequel on peut faire réflexion et dire que, comme toute guerre civile, l'époque d'occupation aura connu une durée sentimentale et politique infiniment plus longue que sa durée légale.

Comment, cependant, subsisterait cet intérêt, comment serait-il quotidiennement renouvelé s'il n'était pas alimenté par des documents innombrables et qui, sans modifier le jugement, alimentent le débat.

Comme un certain nombre de chercheurs, j'ai tout d'abord connu la B.D.I.C. en empruntant le chemin de la rue Auguste Vacquerie. Alors, les délais imposés par le va et vient des ouvrages entre Vincennes et Paris laissaient quelque loisir pour la méditation dans l'atmosphère intime de la petite salle de travail où quelques « initiés » déchiffraient les secrets d'une époque trop proche pour n'être pas brûlante.

Le transfert à Nanterre allait donc présenter tout autre chose qu'un simple agrandissement des structures : un éclatement favorable à la germination. La multiplication des documents rassemblés dans un même immeuble fonctionnel devait naturellement entraîner une multiplication du nombre des lecteurs.

Comment serait-il possible, désormais, d'étudier la période 40-45 sans passer par la B.D.I.C. ?

Qu'il s'agisse de la presse clandestine (plus de 400 titres français ou étranger), du S.T.O., des prisonniers de guerre (300 témoignages ont été recueillis), de la déportation (500 témoignages), de la collaboration, bref de tout ce qui concerne la vie officielle ou la vie secrète des années noires, la B.D.I.C. offre une documentation exceptionnelle qui la classe parmi les plus importantes bibliothèques mondiales et les journalistes conviés, voici quelques mois déjà, à une conférence de presse, ont pu découvrir quelques-unes de nos richesses qui ne se mesurent pas seulement quantitativement.

Que veulent dire, en effet, les mots « 500 témoignages » lorsqu'il s'agit de la déportation ? Ces hommes, ces femmes qui se souviennent et se racontent, apportent à l'historien ce matériau précieux : leur aventure humaine avec son poids de sacrifices, de douleurs et de drames. L'histoire qui ne serait tissée qu'à l'aide des récits officiels passerait à côté des motivations qui font bouger les foules et qui, finalement, influencent les décisions des responsables.

Sur 40-45, la B.D.I.C. offre donc au chercheur à la fois l'infiniment petit et l'infiniment grand.

Que les pouvoirs publics en prennent conscience pour permettre à la bibliothèque, et à son personnel passionné, compétent mais trop peu nombreux, non seulement de poursuivre son rôle mais encore de l'élargir, et ce sera ainsi une part importante du patrimoine français qui sera sauvegardé.

Henri AMOUROUX  
de l'Institut

# L'ARME PSYCHOLOGIQUE ET LA GUERRE DES ONDES A TRAVERS LES DOCUMENTS DE LA BIBLIOTHEQUE DE DOCUMENTATION INTERNATIONALE CONTEMPORAINE

Le 25 juin 1940, à Berlin, Joseph Gœbbels, en ouvrant sa conférence de travail quotidienne du matin au ministère de la Propagande, laissa éclater sa joie : les armistices avec la France étaient entrés en vigueur la veille. « *Les historiens de l'avenir devront prendre tout particulièrement en considération "la quatrième arme", l'arme de la propagande* », dit-il. Le lendemain, il revint avec jubilation sur l'efficacité de sa propagande radiophonique : « *Tous les renseignements de source diplomatique nous le confirment ; nos émissions ont contribué pour une part déterminante à l'effondrement des puissances ennemies.* »

Appréciation que nous savons aujourd'hui exagérée, mais qui correspondait aussi à l'opinion des gouvernants français et anglais. Et qui marquait en tout cas une phase nouvelle dans la doctrine d'emploi des armes et dans les modalités des relations internationales. Hitler, Roosevelt et l'entourage de Staline avaient fait, dans les années 1930, chacun dans son pays, de la radio un instrument de gouvernement. Désormais, la propagande, quelle que fût son efficacité exacte, prétendait apporter dans la guerre totale l'équivalent d'« une préparation d'artillerie avant l'attaque », selon l'expression d'Hitler ; ou comme le disait sans ambages un jeune théoricien proche de Gœbbels, les nouvelles, bien manœuvrées, « *étaient capables de répandre des bacilles* »...

Or, au moment même où Gœbbels triomphait, les premiers appels radiodiffusés du général de Gaulle, si peu entendus qu'ils aient été, constituaient une innovation historique, qui nous apparaît, avec le recul du temps, plus singulière encore : pour la première fois, un acte politique, ou plutôt un acte radiophonique devenait à lui seul un acte politique, ou plutôt un acte politique trouvait sa forme, son expression et sa valeur de symbole grâce au support de la radio. Et bientôt, l'arme récente de « la TSF », comme on disait alors, utilisée à plein par les Anglais, allait être retournée — avec quelle efficacité ! — contre les puissances totalitaires : au point qu'on imagine mal comment l'esprit public et la vie politique de la France auraient évolué sans « les voix de la liberté » qui, pendant quatre longues années, apportèrent l'espoir, contribuèrent à la reconquête des esprits, puis au pilotage de l'insurrection nationale de l'été 1944 — et façonnèrent le mythe du libérateur inconnu.

Ainsi, au cours de ce demi-siècle qui aura vu l'essor de la communication publique, devenue « communication de masse », la France aura été, de 1939 à 1944, le champ clos le plus spectaculaire d'une guerre psychologique, menée principalement à l'aide de la radio. Exemple saisissant, mais nullement isolé : l'action sur les esprits, l'effort pour les orienter ou les séduire font partie de notre vie quotidienne, a fortiori en temps de crise. Sur ce point du moins, Gœbbels avait vu juste : oui, les historiens de l'avenir « *prennent tout particulièrement en considération l'arme de la propagande* ». La production radio-diffusée, qu'elle soit seulement sonore, ou aujourd'hui télévisée, est devenue une composante fondamentale du jeu politique, en même temps qu'une source essentielle de la connaissance de notre temps.

Cette source, où la retrouver après coup ? Certes, depuis le début des années 1950, la plupart des pays occidentaux ont, les uns après les autres, organisé des archives de radiodiffusion et assuré, de façon de plus en plus méthodique, la conservation des documents d'actualité sous forme d'enregistrements sonores ou visuels :

faut-il rappeler ce qu'ont été en France les efforts de pionnier du Musée de la Parole dans le cadre de la Bibliothèque Nationale, les premières initiatives des Archives Nationales et le parcours zigzaguant qui a finalement conduit à la création de l'Institut National de la communication audiovisuelle ? Parallèlement, des départements d'archives sonores ont été créés successivement à la Bibliothèque du Congrès de Washington, au British Museum, puis aux Archives Fédérales allemandes à Coblenze.

Mais pendant la deuxième guerre mondiale, on n'en était pas là ; la conservation des documents sonores originaux était encore très médiocrement assurée, en particulier en France ; l'encombrement et la fragilité des disques ne permettaient d'ailleurs qu'une préservation très sélective ; d'énormes quantités de matériel sonore furent détruites, volontairement ou accidentellement. Il en résulte que, pour cette période, la source la plus abondante sur la radio, la seule qui permette de retrouver des séries documentaires complètes et systématiques est constituée, en Europe du moins, par les manuscrits d'émissions d'une part, par les bulletins d'écoutes radiophoniques d'autre part.

La BDIC est, de ce point de vue, un carrefour documentaire exceptionnel. Elle compte parmi les très rares lieux où l'on puisse reconstituer de façon méthodique l'histoire de la guerre des ondes de 1939 à 1945 ; elle est sûrement, à côté de la BBC, de la Bibliothèque du Congrès et des Archives Fédérales américaines, celui où l'on peut le faire le plus commodément.

La BBC qui a été, de 1940 à 1944, la voix du monde libre, s'était dotée très tôt d'une exceptionnelle organisation documentaire ; sa pérennité depuis 1926, sinon depuis 1923, en fait une des plus riches mémoires du XXème siècle. Elle dispose, en effet, au château de Caversham, près de Reading, d'un service d'archives écrites où ont été conservés, sans discontinuité depuis

## CONFISCATION DES POSTES DE T.S.F.

Dès juillet 1941, les Allemands ont confisqué les postes de T.S.F. en Norvège. Cette photographie vient de parvenir en Angleterre par des voies détournées.

Elle montre la livraison à l'ennemi des postes confisqués dans le village d'Hardanger, situé sur la côte ouest de la Norvège.

Les habitants ont dû se soumettre aux ordres de l'occupant, mais non sans se payer la tête des Boches. Ayant chargé leurs postes sur une charrette et étant formés en cortège funéraire, ils se rendirent au lieu de livraison, conduits par un violon qui jouait des airs funèbres.

FRANÇAIS, PRENEZ VOS PRECAUTIONS

S. pièces 681 P. 1



# DIX JOURS QUI ÉBRANLERENT LE MONDE<sup>1</sup>

## LES PREMIERES ÉMISSIONS DE L'INVASION

par Jean-Louis CRÉMIEUX-BRILHAC

Aux premières heures du 10 mai 1940, les forces allemandes envahissent la Hollande, la Belgique et le Luxembourg.

La « guerre des ondes », engagée depuis septembre 1939, prend soudain une intensité et une tonalité nouvelles. Nous pouvons la revivre jour par jour, heure par heure :

### MERCREDI 8 MAI

● **La radio allemande (en allemand)** : la nervosité et la tension s'aggravent dans les pays neutres. De plus en plus, on se pose la question : *Où l'agresseur anglais va-t-il agir ?*

### JEUDI 9 MAI

● **Radio Paris (en allemand)** : la Hollande ressemble à un camp retranché. Les édifices publics et les aérodromes sont gardés. Hitler ne trouvera pas de Quislings en Hollande.

● **Radio Stuttgart (en français)** : réalisez-vous que 90 % des Anglais interrogés sur Churchill ont fait une réponse défavorable : ils ont dit qu'il était intelligent, mais que c'était une brute. Ils n'ont pas oublié qu'il a été pendant la dernière guerre le responsable du désastre et du massacre de Gallipoli.

### VENDREDI 10 MAI

● (Radio Luxembourg cesse d'émettre).

● **Hilversum (en hollandais)** : des troupes parachutées allemandes ont été lâchées sur le pays en uniformes hollandais.

● **Radio Stuttgart (en français)** : la Luftwaffe domine la mer du Nord. Nos succès ne font que commencer. Des surprises désagréables attendent la France et l'Angleterre.

### SAMEDI 11 MAI

● **La radio allemande (en hollandais)** : l'aviation allemande a bombardé les forteresses de Liège et de Namur avec ses bombes les plus lourdes : celles-ci ont fait éclater les plaques de blindages comme des coquilles d'œufs, frayant la voie à l'assaut des troupes allemandes.

A l'aube, ce matin, des troupes parachutées allemandes ont atterri près de Reims : elles ont pour mission d'occuper les points clés pour entraver les mouvements de l'ennemi et de préparer l'arrivée de renforts allemands : les forces françaises et la ligne Maginot seront ainsi prises à revers.

La Luftwaffe a attaqué des colonnes de transport de troupes françaises. Nos chasseurs, volant à une altitude de quelques mètres, ont mitraillé les troupes, tandis que nos bombardiers détruisaient les camions et les carrefours. Les résultats sont terrifiants.

● **Radio Bruxelles** : les Français et les Anglais avancent. En Hollande, les troupes se sont établies solidement sur leur ligne de défense, après avoir inondé les zones éva-

cuées. Les Belges et les Hollandais tiennent des positions solides couvertes par le cours de la Meuse et une ligne de marécages profonds.

Un détachement hollandais a été attaqué par un groupe d'assailants, les uns en vêtements civils, les autres en uniformes hollandais. D'autres cas d'Allemands déguisés sont signalés.

● **La radio allemande (en hollandais)** : soldats, pour qui vous battez-vous ? Pour qui acceptez-vous d'aller à la boucherie ? Pour les capitalistes de Hollande, de France et d'Angleterre...

● **Radio Paris** : tous les permissionnaires des forces de terre, de mer et de l'air en permission de détente doivent rejoindre leurs unités immédiatement et sans délai.

On signale de nouveaux lanciers de parachutistes en Hollande. Les grands incendies de Rotterdam auraient été allumés par des espions.

● **Radio Bruxelles** : on signale d'Amsterdam que nulle part en Hollande les Allemands n'ont pénétré à plus de 20 kilomètres ...

● **La radio allemande (en hollandais)** : tout Hollandais qui se rendra coupable de sabotage sera fusillé ... Mais est-il nécessaire que vous laissiez détruire votre pays ?

### DIMANCHE 12 MAI

● **Radio Stuttgart (en français)** : le Luxembourg est occupé tout entier, le canal Albert franchi en plusieurs points. En Hollande, la ligne de l'IJssel a été percée, toute la province de Groningue est occupée ; les troupes allemandes ont atteint la mer du Nord. La progression est générale. Trois cents avions ennemis ont été détruits.

### LUNDI 13 MAI

● **La radio allemande (en flamand)** : soldats flamands ! Vous avez toujours été dans l'État belge des citoyens de second ordre. Dans l'armée belge, on vous traite comme les Français et les Anglais traitent leurs troupes noires, comme de la chair à canon et rien de plus. Vos officiers ne comprennent même pas votre langue et vous méprisent, et vous devriez mourir pour une clique pro-française ? ... Jetez vos armes, venez à nous, nous vous traiterons comme les fils d'une nation sœur ...

● **La radio allemande (en français pour la Wallonie)** : si vous aidez les Allemands maintenant, ils vous aideront à développer votre pays ... La Belgique se moque de vous : elle veut seulement que les travailleurs wallons meurent pour elle.

● **Radio Paris (13 h 30)** : l'examen attentif de la situation en Hollande inspire des commentaires favorables ... Dans la région de Liège, l'avance allemande a été mise en échec.

● **La radio allemande (en hollandais) (20 h 30)** : le drapeau allemand flotte sur votre capitale. La Hollande

1. D'après les écoutes françaises et le *Daily Digest of World Broadcasts* conservés à la BDIC. Cf. aussi TANGUY LEAN, *Voices in the darkness*, Londres, Secker and Warburg, 1943.

a capitulé ... (en réalité, la capitulation n'eut lieu que le lendemain à 19 h 30).

Pourquoi vous étiez-vous perdus dans de misérables querelles politiques en oubliant les intérêts véritables de votre pays ? ... Il y a 450 000 chômeurs en Hollande, ils vont avoir du travail ...

## MARDI 14 MAI

● **Radio Bruxelles (10 h)** : les personnes allant en France sont invitées à utiliser le chemin de fer. L'évacuation se poursuit normalement par cette voie.

La situation n'est pas celle que décrivent des paniquards.

● **Hilversum (en hollandais) (15 h 56)** : le gouvernement hollandais est arrivé à Londres où il a été accueilli par des représentants du Foreign Office ...

Le maire de IJmuiden signale qu'il n'y a plus aucune possibilité d'embarquement pour l'Angleterre...

● **Radio Bruxelles (M. Pierlot, 18 h 12)** : certaines modifications dans notre dispositif ont été effectuées conformément aux vues du Haut Commandement. Ce matin de nouvelles attaques allemandes ont été lancées dans divers secteurs, mais aucune n'a réussi à rompre nos lignes.

Contrairement à certaines rumeurs, aucun parachutiste, vous m'entendez bien ?, n'est descendu sur Bruxelles hier ni cette nuit.

● **Hilversum (en hollandais) (19 h 40)** : proclamation du Général Winkelmann, commandant en chef des forces hollandaises : cet après-midi, les Allemands ont bombardé Rotterdam, tandis qu'Utrecht est menacé de destruction. Afin de protéger la population civile et d'éviter de nouvelles effusions de sang, je me considère comme en droit d'ordonner aux troupes engagées de cesser le combat.

● **Radio Lyon (en allemand pour l'Autriche) (22 h 45)** : la situation en Belgique s'est considérablement améliorée ... Bruxelles n'est pas menacé ... Hitler fait la guerre du mensonge, il envoie des parachutistes en tenues de paysans et de curés. On a trouvé des ballons d'enfants remplis de gaz empoisonné, du chocolat empoisonné a été distribué ...

● **Radio Stuttgart (21 h 15)** : Rotterdam a capitulé. La Hollande a décidé de déposer les armes. Liège, Dinant, Sedan et Givet sont occupés par les forces allemandes. La Meuse est franchie en territoire français. 150 avions ennemis ont été détruits, dont au moins 70 près de Sedan.



## MERCREDI 15 MAI

● **La radio hollandaise** : à minuit l'heure allemande sera introduite en Hollande ...

● **Radio Stuttgart (en français) (21 h 15)** : nous avons appelé votre attention sur le sort qu'ont subi l'un après l'autre les autres alliés de l'Angleterre ; la Pologne, la Finlande, la Norvège, la Hollande et la Belgique sont tombées victimes de la trahison anglaise ... Le moment suprême est arrivé ..., le moment pour vous de cesser le combat.

● une division blindée française a été anéantie au Nord de Namur. La ligne Maginot est percée près de Sedan.

## JEUDI 16 MAI

● **Radio Paris (6 h 30)** : la radio allemande a mis en garde hier soir ses auditeurs contre tout optimisme prématuré ...

● **La radio nationale belge (émettant de Lille au lieu de Bruxelles) (9 h)** : hier soir, les milieux alliés étaient optimistes.

(9 h 40) : les troupes allemandes sont entrées à La Haye et Amsterdam.

(Midi) : l'épreuve ne durera pas longtemps ... Dans toute offensive, l'agresseur a l'avantage initial... Mais vient le moment où il doit s'arrêter et est contre-attaqué ... Le temps travaille pour nous.

● **Radio Stuttgart (en français) (21 h 15)** : et maintenant la France, qui se targue d'être invincible, voit les troupes allemandes franchir sa frontière fortifiée au sud des Ardennes ...

## VENDREDI 17 MAI

● **Radio Stuttgart (en français) (20 h 36)** : Louvain est tombé et ce soir les troupes allemandes sont entrées à Bruxelles. Le destin s'est accompli. La panique règne à Paris. Les banques et les caisses d'épargne sont assiégées par le public, tandis que le gouvernement en proie à la panique cherche éperdument des lieux de refuge en province.

On comprend enfin à quel point les gouvernants ont menti à la nation ... Ces messieurs qui se moquaient de l'Allemagne quand elle jugeait les canons plus importants que le beurre ..., ils commencent à comprendre que, lorsqu'on a les canons, le reste suit, et que nous, en Allemagne, aurons davantage de beurre, à mesure qu'il commence à disparaître des tables des puissances occidentales...



**A**

Quand le speaker dit:

Cela veut dire:

100.000 Anglais sont arrivés sur le front ...

25.000 Canadiens, 25.000 Australiens, 25.000 Hindous, 24.999 Néo-Zélandais et un engagé volontaire gaulliste sont au feu.

Le pur Anglais se conserve pour le négoce...

Nos chers Alliés ...

Les poires qui se font tuer pour nos intérêts.

## LES MORASSES DE LA DAME AUX CISEAUX

« *Quand un pays a une bonne armée, une bonne politique extérieure, quand il est fort, sa propagande extérieure se fait toute seule* » (Pierre Laval, président du Conseil, 18 mars 1935).

En septembre 1939, la France est déchirée à l'annonce de la guerre. La politique extérieure de son gouvernement est dans l'impasse. Quant à son armée, dont on pense dans le monde entier qu'elle est la meilleure, elle sera bientôt rabrouée par un novice équipage d'outre-Rhin.

Que dire de sa propagande ? Léon Blum a créé en mars 1938 un éphémère ministère dans ce but. Mais, le 29 juillet 1939, le Commissariat général à l'information voit le jour : sa direction est confiée à Jean Giraudoux, homme de lettres de 57 ans et ambassadeur de la culture française à l'étranger. Sur le papier, c'est bien un organisme susceptible de rivaliser avec les centres allemands et italiens, un service capable de relever dans le concert politique international le prestige de la France dont l'étoile est déclinante. Dans la pratique, le Commissariat général à l'information n'aura qu'une vocation : l'aménagement de la censure. Dès le 26 août 1939, après qu'ait été décrété l'état de tension numéro deux, le CGI cesse d'exister en tant que tel pour coiffer les services généraux d'information<sup>1</sup>. Et, quand est pris le 27 août le décret de rétablissement de la censure, le CGI se voit dépossédé et dépersonnalisé pour de bon : textes nouveaux, organisme complètement reconstitué, personnel entièrement recruté.

En moins d'un mois, l'emballage de la situation mondiale a fait capoter les projets initiaux. La puissance française ne se dote pas du porte-voix de ses ambitions, le Commissariat ne dispute pas l'hégémonie des idées et des réussites ; il prend seulement la tête d'une armée de lieutenants et de capitaines chargés de caviarder la presse écrite, parlée et filmée. Comme le note P. Amaury<sup>2</sup> : « *Giraudoux, ne parvenant pas à assurer sa direction, se retire tel un auteur incompris, dans une tour d'ivoire avec le détachement et la courtoisie qui lui sont habituels. Le Commissariat s'installe dans une anarchie dont s'accoutume le gouvernement, ses membres intervenant directement dans les activités des services d'information et de propagande selon leurs compétences et leurs conceptions personnelles et selon les besoins de leurs départements ministériels respectifs.* »

Caporalisé par l'autorité militaire, pourvu d'officiers dont le savoir faire est nécessairement limité, le Commissariat général emménage à l'hôtel Intercontinental, rue de Rivoli. Ce ne sont pas tant le luxe affiché et le laisser-aller qui sont unanimement décriés par la presse et les opinions parlementaires. Non. La censure dérange l'ordre des mises en page, ponctuant les colonnes de « blancs » imprévisibles, laissant le lecteur interdit devant des rituels « x lignes censurées ». C'est pourquoi, le député Martinaud-Déplat, qui supervise le travail, en vint bientôt à donner de strictes consignes : effacer la trace des passages prohibés, imaginer des liaisons nouvelles entre des paragraphes que la fée Anastasie a réunis de façon saugrenue, bref rendre la censure invisible, sinon inodore. Au caviardage omniprésent de septembre à novembre, succède un rapiécage habile qui accorde aux journaux un semblant de normalité : la censure s'est maintenant standardisée.

Ainsi, il pourrait aujourd'hui ne plus rien apparaître à celui qui se perd dans la lecture de la presse de la *drôle de guerre* du travail de cette honorable institution. Il pourrait n'en plus rien apparaître si la totalité des éditions originales de l'ensemble de la presse parisienne

n'avait été datée, pliée et rangée avec une conscience et une assiduité toutes militaires. Versées ensuite aux Archives nationales, ces morasses (épreuves obtenues par l'application d'une feuille de papier sur une forme encrée) tombèrent dans l'oubli. Sans doute noyées dans l'amoncellement des fonds dont l'inventaire restait à faire, elles attendirent 1970, et le souci de répondre à un besoin de décentralisation des archives, pour être finalement accueillies à la BDIC.

Les six mètres cubes de papier jauni sont encore restés une décennie soustraits à l'œil des curieux et des chercheurs en attendant qu'une solution soit trouvée à leur classement et à leur conservation. Lambeaux de papier, fragments effrités menaçant de se transformer en poussières, cohabitaient avec de larges folios qui avaient heureusement mieux résisté à l'usure du temps. Les travaux entrepris pour leur classement furent longs (il y a plus de trente mille morasses de tous formats) et fastidieux (il fallut tailler la plupart des feuilles de grand format pour les adapter au mode de rangement). Les ciseaux des exécutants — cette fois utilisés pour une noble cause — parcoururent de la sorte une distance égale à celle qui sépare la tour de la BDIC de celles de Notre-Dame, point cardinal des routes de France. Regroupées en série synchronique, les morasses, qu'aucun procédé ne permet à ce jour de restaurer, attendent l'heure de leur seconde existence.

Un descriptif de la collection disponible à la BDIC rend compte de la richesse du fonds de la censure 1939-1940<sup>3</sup>. On n'y trouve pas moins de vingt-quatre quotidiens en langue française, c'est-à-dire la totalité de l'édition parisienne, y compris le journal liégeois *La Meuse* replié sur Paris après son évacuation de Belgique. De même, les morasses de neuf quotidiens en langues étrangères établis dans la capitale (en anglais, en russe, en arménien, en yiddish, en allemand) y figurent à côté d'une vingtaine de titres hebdomadaires de mêmes expressions, ou bien italienne, espagnole, basque, polonaise, catalane... Presque tous les hebdomadaires et mensuels nationaux sont rassemblés sous leur visage non censuré. On regrettera bien sûr de ne pouvoir retrouver les journaux de province, mais cette lacune tient seulement aux carences des capitaineries réprobatrices disposées aux six coins du territoire. De toutes façons, le monopole parisien de l'information et le contrôle total des nouvelles par l'institution désignée plus haut avaient singulièrement réduit le décalage existant, à quelques chiens écrasés près.

Découvrir au hasard d'un carton le *Zukunft* de Willi

1. Les services généraux d'information, créés le 17 janvier 1929 par le Quai d'Orsay, dépendaient depuis le 15 juin 1939 du secrétariat général de la défense nationale.

2. Philippe Amaury, *Les deux premières expériences d'un ministère de l'information* en France, 1969, Librairie générale du Droit, pp. 43 et 44.

3. Guillaume Bourgeois, *La collection des morasses de la censure 1939-1940 de la BDIC*, Q pièce 11 472. Notons que pour des raisons de conservation, la collection des morasses est actuellement fermée à la consultation.

Concernant la censure, on peut également consulter à la bibliothèque les ouvrages suivants : Tetcheng Liao, *Le régime des libertés en France pendant la guerre*, 1941, Sirey, O 36 196. R. Cardinne Petit, *Les soirées du Continental*, 1942, Jean Renard. A propos de la censure postale : Édouard Rieunaud, *Souvenirs de Dame Anastasie*, 1978, Imp. Coop. d'Albi. Dossier France, *Saisie de censure postale*, 4e A 167 Rés.

DÉFEND LES LIBERTÉS FRANÇAISES

## La RUÉE ALLEMANDE rencontre une formidable résistance des Alliés

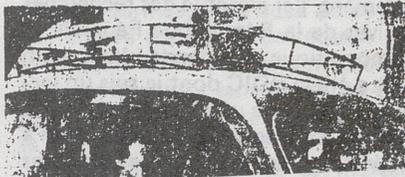
Paroles de liberté  
**Pas de pitié pour la 5<sup>e</sup> colonne**

Pendant que les armées franco-britanniques s'efforcent de libérer les pays qui ont été envahis, les forces belgo-hollandaises résistent, avec un grand courage, la marine anglaise de la Manche et les avions alliés ont détruit les plus importants aérodromes allemands.

### Liège rendue aux mains des Belges

455 avions ennemis ont été détruits

Mais Sedan a dû être évacué



Censuré « Mais Sedan a dû être évacué ». Pourtant, le 14 mai Radio Stuttgart en annonce l'occupation. (cf. p. 5)

Münzenberg, un *Je suis partout* non expurgé, *Match*, le *Populaire* ou la *Vie ouvrière* ! Les nouvelles occultées sont aussi passionnantes que le jeu de piste sur lequel elles entraînent : tenter de décrypter la tactique politique du gouvernement.

Au premier rang des articles censurés, on trouve inévitablement ceux qui concernent ... la censure. Les journaux se remplissent même de rubriques *ad hoc* : « Peut-on dire que ? », « Si on nous laisse nous faire entendre ! ». Et, parmi ces nouvelles qui risquent le couperet, s'établit une sorte de batifolage entre éditorialistes et censeurs, qui se transforme en amorce de dialogue lorsque certains journalistes, sûrs d'être caviardés, agrémentent leurs articles de « je suis certain que Monsieur le capitaine... », « je compte sur vos services ... ». La réponse vient en toute candeur. Un trait de crayon agrémente le tout.

On censure les informations concernant la défense nationale. Faits et gestes de nos troupes prennent un relief éclatant ... En plein brouillard, car les bureaux de la rue de Rivoli biffent systématiquement tout indice susceptible de localiser les mouvements. Bref, autour de la *roulante* et sur ces pistes où se profilent les traits lourdauds de nos bombardiers, la guerre se passe « quelque part en France ». Rien à voir en tous cas avec l'honnêteté de la propagande/censure anglaise, qui sait reconnaître les revers et les pertes, y compris quand il s'agit de grosses unités de la Flotte. Rien à voir avec une tentative de profiter de la distillation de l'information pour infléchir la prise de conscience du danger. La censure fait le vide. Elle gomme systématiquement les problèmes, évacue les questions cruciales. Elle démobilise.

Dans le domaine des affaires internationales, la démarche est inverse. Là, on valorise plus qu'on ne supprime. On décore. Les alliances de la France se renforcent sans cesse. Les neutres nous sont bienveillants. Quant à quelques trouble-fête, genre Mussolini, ils sont tout prêts à nous céder. La censure bluffe.

Est-elle si naïve Anastasie ? Pas vraiment. En politique intérieure, elle sait faire preuve d'un peu de jugeotte. Elle pianote sur l'échiquier politique, laisse s'exprimer telle force, puis telle autre. Seule constante : l'image de Daladier, préservée à tout prix, symbole de l'unité, incarnation de la patrie, âme du combat national.

Avant la dissolution du parti communiste, par exemple, la censure « couvre » les dirigeants et les militants mis à l'index par une presse déchaînée. La même « bienveillance » s'exerce aussi à l'égard de l'URSS... Gratuitement ? Non. Daladier rêve seulement de dissocier le PCF de la III<sup>e</sup> Internationale. Il décide donc de modérer un moment l'anti-communisme afin de garder le jeu ouvert.

Ayant échoué, il se contente d'abord d'éviter les appels au meurtre. Dans l'*Action Française* du 11 octobre 1939, un dessin : deux mobilisés discutent le dos

tourné au Palais-Bourbon ; ils évoquent le sort des députés communistes : « J'espère qu'on va d'abord leur supprimer leur 80 000 balles (leur indemnité, N. d. A.) » — « Et leur en flanquer à chacun douze ! ... » Le deuxième interlocuteur est censuré. On pourrait citer des dizaines d'exemples de ce type.

Enfin, la rupture étant définitivement consommée, la guerre de Finlande est le signal d'une campagne aventureuse. Son objet, par la propagande comme par la menace (vellétés de bombardement du Caucase), est maintenant de faire pression sur l'URSS. Le Commissariat général devient chef d'orchestre.

On saisit la double fonction de la censure telle qu'elle apparaît au vu des morasses : éliminer les « scorries », et surtout *manipuler l'information*. Mais tout est affaire de moyens. Faute d'avoir une véritable doctrine de propagande, le Commissariat et ses services s'engagent dans les imageries molles et surannées : à quoi peut prétendre une Allemagne affamée, confrontée au pays des deux cents fromages, à ces soldats dont le vin chaud décuple l'ardeur ?

Violemment critiquée par Paul Reynaud à sa création, la censure, instrument de Daladier, ne varia pas d'un iota entre les mains de son successeur. Sa force d'inertie était telle qu'elle ne put se transformer. Il fallut attendre le choc de l'offensive allemande pour qu'on se rendît compte de la vanité de son triomphalisme. Les augures n'avaient pourtant pas manqué. Ernest Pezet, qui dirigea pour la commission des affaires étrangères une vaste enquête sur le fonctionnement du CGI, prenant exemple sur les techniques allemandes et soviétiques, mettait en exergue ce qui manquait à la censure française : « ... C'est l'application stricte des lois scientifiques de la propagande. Nous ignorons cette science, nous n'admettons même pas qu'elle existe (...) Les bases de la science de la propagande ne sont ni la logique cartésienne, ni la vérité pure, ni la beauté idéale, mais les instincts primaires des masses, des mobiles humains, comme la foi, l'amour, l'égoïsme, l'altruisme, l'amour propre, la flatterie, la jalousie, qui n'ont rien de commun avec la logique et sont le plus souvent en contradiction avec elle. »<sup>4</sup>

Trop tard ! Livrée dès le début aux forces du parasitisme (quelques censeurs : l'enseigne de vaisseau Pradel de Lamaze, le capitaine de Roquigny, le lieutenant Grenier de Lascaumettes ; leur salle de travail : la chambre qu'avait habitée Mlle Montijo de Guzman, future impératrice Eugénie ...), la propagande française qui se voulait moderne et universelle n'avait fait qu'accoutumer le pays à la gloriole. L'introspection chagrine de Vichy et son cérémonial patelin trouvèrent le fauteuil encore chaud.

Guillaume BOURGEOIS

4. Ernest Pezet, Rapport à la commission des affaires étrangères, Archives de la Chambre des Députés, seizième législature.

## L'AIDE DE LA BDIC A UN CHERCHEUR SUR LE III<sup>e</sup> REICH

Voilà vingt-cinq ans que j'enseigne l'histoire du national-socialisme, d'abord à l'Université de Tel Aviv, puis à celle de Paris X-Nanterre et que je mène des recherches sur ce sujet. Actuellement encore, je rédige un ouvrage sur la politique extérieure du III<sup>e</sup> Reich de 1933 à 1945. Naturellement, j'ai effectué des recherches approfondies aux archives de la République Fédérale et de la République Démocratique allemande. Mais mon principal lieu de travail a été la BDIC dont je suis un lecteur régulier depuis 1952. J'ai donc une très grande dette de reconnaissance envers tout son personnel qui m'a rendu des services inestimables. Je ne peux citer les noms de tous ceux qui m'y ont aidé et me contente de nommer quatre personnalités aujourd'hui disparues : 1) mon maître, le Professeur Pierre Renouvin, qui a dirigé ma thèse de doctorat, m'a introduit à la BDIC et m'a permis d'y obtenir de nombreuses facilités ; 2) mon autre maître, le Professeur Maurice Baumont qui, le premier, m'a appris à utiliser les Documents Diplomatiques allemands ; 3) Mademoiselle Marcelle Adler-Bresse, longtemps responsable du secteur allemand ; sans ses conseils et son assistance, je n'aurais jamais pu mener à bonne fin mes travaux, je pense notamment à mon livre « La nuit des longs couteaux » (Coll. « Archives », n° 28, éd. Julliard-Gallimard, 1967-70) ; 4) Monsieur Jacques Hornung, qui m'a surtout indiqué les livres et les sources sur l'histoire de la France pendant cette période.

La BDIC est probablement, hors d'Allemagne, la bibliothèque la plus riche d'Europe en ce qui concerne l'histoire de l'Allemagne au XX<sup>e</sup> siècle. Elle possède certains fonds d'archives, des journaux et des pamphlets du temps de Weimar et de Hitler qui sont en partie introuvables ailleurs. M. Badia et Mme Thalmann en ont parlé dans le n° 3-4 (juin-septembre 1982) de la *Lettre de l'Association des Amis de la BDIC et du Musée*. Mais en premier lieu, j'ai bénéficié des nombreux livres que la BDIC possède dans toutes les langues sur ce thème et qu'elle est, pour la plupart, seule à détenir à Paris. J'ai aussi tiré le plus grand profit de ses recueils de documents : « Documents Diplomatiques Français », « Akten zur Deutschen Auswärtigen Politik », « Documents on British Foreign Policy », « Foreign Relations of the United States », le Procès des Grands Criminels de Guerre à Nuremberg, en outre « Trial of War Criminals », « Nazi Conspiracy and aggression », ainsi que « Ursachen und Folgen. Vom deutschen Zusammenbruch 1918 und 1945 zur staatlichen Neuordnung Deutschlands in der Gegenwart » et « Quellen zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien ». Ceux-ci se trouvent souvent dans d'autres bibliothèques parisiennes, mais en général dispersés. La BDIC est le seul endroit où le lecteur peut les consulter tous à la fois.

Dans ma recherche actuelle, quatre problèmes essentiels ont surtout retenu mon attention :

— Y a-t-il eu ou non continuité dans la politique extérieure allemande de 1871 jusqu'à 1945 ?

— Le programme fixé par Hitler dans « Mein Kampf » a-t-il toujours correspondu à ses véritables intentions ou l'a-t-il modifié par la suite ?

— Dans quelles circonstances Hitler prenait-il ses décisions ?

— Quels ont été les liens entre les politiques intérieure et extérieure du III<sup>e</sup> Reich ?

Sur chacun de ces points, je suis déjà parvenu à certaines conclusions :

1. Il y a à la fois continuité et rupture dans la politique extérieure allemande en 1933 (ou plus exactement en

1936). L'Allemagne était « impérialiste » depuis 1897 (très peu avant) avec son entrée dans la « Politique Mondiale ». Mais l'impérialisme de Guillaume II et de la République de Weimar (car il y en a bien eu un) était essentiellement de nature « capitaliste ». Il poursuivait surtout des buts économiques et se fixait certaines limites. En ceci il ne se distinguait guère des impérialismes britannique, français, néerlandais, etc., de l'époque ou de l'impérialisme américain aujourd'hui. L'impérialisme hitlérien était au contraire fondé sur des critères biologiques et raciaux (la « Race des Seigneurs » et « L'espace vital » à coloniser) ; il tendait donc à une expansion illimitée. Il est cependant exact qu'on peut lui découvrir certains antécédents dans la politique de Ludendorff à la fin de la Première Guerre mondiale. D'une certaine manière, Hitler constitue l'apogée et le « lieu géographique » des tendances impérialistes de l'Allemagne.

2. Le programme établi dans « Mein Kampf » — anéantissement de la France, conquête de l'espace vital en Russie, destruction du bolchevisme et lutte contre les Juifs (en fait leur extermination) et les francs-maçons correspondait seulement au premier stade de sa politique. Certains signes indiquent qu'en 1941, quand ces objectifs paraissaient près d'être atteints, les ambitions de Hitler devinrent plus vaste encore : acquisition de colonies en Afrique et lutte pour l'hégémonie mondiale contre les États-Unis (plus tard contre le Japon). Mais les indices sont rares et pas toujours très nets. A ce propos, soulignons qu'Hitler était à la fois un doctrinaire et un opportuniste. Doctrinaire, il était fermement décidé à abattre la France (jamais, contrairement à certaines opinions émises, il ne songea à parvenir à un accord durable avec elle, ne fût-ce qu'en la reléguant au rang d'une puissance de second ordre) et la Russie, à exterminer les Juifs et le bolchevisme. Il désirait au fond toujours un accord entre « les deux grandes puissances germaniques » : l'Allemagne et l'Angleterre. Mais, simultanément, l'opportuniste savait s'adapter *temporairement* aux circonstances (d'où de nombreuses erreurs de ses contemporains dans leur appréciation de sa politique). L'exemple le plus frappant est le Pacte germano-soviétique de 1939 auquel s'ajoutent des entorses faites à la doctrine raciale. Ainsi il s'allia avec les Japonais de peau jaune contre des peuples « nordiques » : les Anglais et les Norvégiens. Il faut aussi mentionner les instruments de propagande et la création de cinquièmes colonnes dans divers pays et les autres moyens non orthodoxes de sa politique. Relevons également qu'un même phénomène constituait pour lui à la fois un but véritable et un moyen de propagande (à l'intérieur et à l'extérieur), en particulier l'anti-communisme et l'anti-sémitisme.

3. Hitler déterminait la politique et tranchait les problèmes en dernière instance. Néanmoins, ceci ne signifie pas qu'il ne subissait pas d'influences. Mais elles sont difficiles à déceler, en raison de la nature du régime dictatorial. Les grandes décisions ne furent jamais confiées à l'écrit, les ordres furent toujours donnés oralement. (Ainsi il n'existe pas de documents portant instruction d'incendier le Reichstag, d'organiser le massacre du 30 juin 1934 ni même d'exterminer, en 1942, les Juifs d'Europe. Tout au plus y eut-il des mots de code, d'où certaines contestations jusqu'à ce jour). Des dizaines de milliers de documents furent soumis à Hitler mais aucun ne porte d'annotations de sa main. Il voulait cultiver le mythe d'un Führer omniscient, détenant seul toute la vérité, et qui n'avait pas besoin de conseils. En

réalité, il tenait bel et bien compte, au moins partiellement, de nombre de ces documents, mais ne l'avouait pas. En outre, il consultait souvent certaines personnalités, mais rarement les mêmes à chaque occasion. Il n'est donc pas aisé de cerner et d'établir les influences qu'il subissait.

Néanmoins, on peut affirmer que les grands corps de l'État et les différentes couches sociales n'ont pas beaucoup pesé sur la politique extérieure. Ceci s'applique notamment au « Grand Capital » (contrairement à ce qui a été souvent dit). Les capitalistes, à l'opposé de leur attitude sous Guillaume II et sous Weimar, se sont peu immiscés dans la politique extérieure, même s'il est vrai qu'ils ont beaucoup profité de ses résultats. Le Ministère des Affaires Étrangères eut un certain poids jusqu'en 1934-35, puis son influence décrivit et il devint bientôt un simple instrument d'exécution. Les documents diplomatiques allemands perdent par conséquent beaucoup de leur intérêt dès 1938, car les hauts fonctionnaires de la Wilhelmstrasse et les diplomates n'étaient souvent pas au courant des véritables intentions de leurs maîtres. L'Armée avait pu, pendant les premières années du régime, faire prévaloir son point de vue, mais elle aussi fut réduite au silence par le coup de force du 4 février 1938 (l'affaire des Généraux Blomberg et Fritsch).

Par contre, il est sûr que certaines personnes ont exercé une influence sur Hitler. Mentionnons en premier lieu Ribbentrop, entre 1935 et 1941, et qui l'a même amené à changer son « programme initial » concernant l'Angleterre. Les efforts de Rosenberg et — depuis la fin de 1938 — de Göring ont été moins fructueux. Hitler écoutait beaucoup Gœbbels et Himmler, mais ceux-ci ne sont pas souvent intervenus, au moins jusqu'à la guerre, dans la politique extérieure. Seul Schacht combattit, non sans courage, jusqu'en 1939, pour une autre politique. Il voulait revenir à l'impérialisme « wilhelmien » : prépondérance économique de l'Allemagne en Europe centrale et orientale, acquisition de colonies en Afrique en accord avec les puissances occidentales (voir le détail de ses entretiens avec Léon Blum en 1936 et 1937) au lieu de la conquête de l'« Espace Vital » à l'Est. Il craignait surtout que l'Allemagne ne soit impliquée dans une guerre qui ne saurait être localisée. Car tôt ou tard, l'Empire britannique et les États-Unis y participeraient et alors

la défaite du Reich serait certaine. Mais Schacht ne sut pas faire prévaloir son point de vue et fut écarté des affaires.

4. Ceci nous mène aux liens entre politique intérieure et politique extérieure. Ils sont naturellement moins étroits sous une dictature que dans une démocratie puisqu'il n'y a ni presse libre, ni partis politiques et moins de « groupes de pression » susceptibles de peser sur le pouvoir. La dictature est donc beaucoup plus libre de la conduite de la politique extérieure. Toutefois, il existe une certaine interdépendance. Ainsi Hitler dut-il être très prudent en 1933 non seulement parce que l'Allemagne n'était pas encore réarmée, mais aussi parce que son régime n'était pas encore consolidé. Sa réussite sur ce deuxième point impliquait d'ailleurs certains succès en matière de politique extérieure ; sans doute est-ce ainsi qu'il faut expliquer, notamment, le coup d'éclat du retrait du Reich de la Société des Nations le 14 octobre 1933. Au fur et à mesure que ces succès se multipliaient, à partir de 1935-36, le pouvoir devint d'autant plus populaire que, par la préparation de la guerre et le réarmement, il réussit à résorber le chômage. L'habile propagande de Gœbbels et la terreur de la Gestapo, qui ne frappait qu'une minorité, contribuèrent à consolider durablement le régime.

Très tôt la politique extérieure eut la primauté absolue. Dès 1938, elle refoula entièrement la politique intérieure et il est erroné de croire qu'Hitler précipita la guerre en 1939 pour échapper à certaines difficultés intérieures dont on a beaucoup exagéré la portée. Il suivit son programme et s'il déclencha les hostilités plus tôt qu'initialement prévu, ce fut en raison de la situation internationale. Durant la guerre, son pouvoir personnel s'accrut encore et il subit de moins en moins d'influences. Il prit seul les deux décisions les plus lourdes de conséquences : l'attaque contre l'URSS et l'extermination des Juifs d'Europe. Même quand la popularité du régime commença de baisser après les premières défaites de 1942-43, la conduite de la politique extérieure ne fut en rien modifiée. Il est d'ailleurs symptomatique que le IIIe Reich n'ait jamais établi de plans précis dans l'éventualité d'une victoire militaire finale de sa part. Cela signifie tout simplement qu'il aspirait à une domination absolue.

Charles BLOCH

## LA FRANC-MAÇONNERIE ET LE NATIONAL-SOCIALISME

Des francs-maçons, Hitler disait<sup>1</sup> : « *Ce qu'il y a de dangereux chez ces gens-là, c'est le secret de leur secte et c'est justement ce que je leur ai emprunté (...)* L'organisation hiérarchique et l'initiation par des symboles et des rites (...) par l'effet magique des symboles rituels : voilà ce que les francs-maçons ont inventé de dangereux et de grand et c'est l'exemple qu'ils m'ont fourni ; ne voyez-vous pas que notre parti doit être constitué exactement comme leur secte ? »

Qui s'étonnerait alors qu'Hitler ait entretenu en permanence l'idée d'anéantir la franc-maçonnerie, ses principaux « concurrents » en Allemagne comme ailleurs ? C'est d'ailleurs pour les mêmes raisons que la franc-maçonnerie est encore présentement interdite dans tous les régimes dictatoriaux, totalitaires et intolérants.

Dans « Vichy et les Francs-Maçons »<sup>2</sup>, Dominique Rossignol a récemment décrit avec talent et une documentation remarquable et dense quel fut le sort réservé aux francs-maçons en France. Mais, alors que la franc-maçonnerie française, poursuivie et anéantie par le régime de Vichy et les Allemands, va disparaître à partir de 1940, la franc-maçonnerie allemande a déjà cessé d'exister officiellement depuis 1935.

Le plan savamment concerté pour la France par les hommes de Ribbentrop, Himmler, Rosenberg, Abetz n'est que l'application sophistiquée par Knochen de l'expérience acquise en Allemagne, puisque c'est le 8 août 1935 que les loges ont officiellement cessé d'exister.

La franc-maçonnerie allemande a été l'une des cibles prioritaires — avec les juifs et les militants ouvriers — de la vindicte nationale socialiste. Elle figurait au premier rang des « opposants idéologiques » — Weltanschauliche Gegner — au régime.

La lutte contre la franc-maçonnerie est née officiellement dans les années 20. C'est le général Ludendorff, encore auréolé de la victoire de Tannenberg, qui publie son pamphlet « Vernichtung der Freimaurerei » : anéantissement de la franc-maçonnerie par la révélation de ses secrets. Il est fortement appuyé par sa femme, Mathilde von Chemnitz ; elle-même publie un pamphlet : « Ich Klage an » : « J'accuse », qui ne le cède en rien aux accusations portées par son mari contre les francs-maçons.

1. Hermann Rauschning, *Hitler m'a dit*.

2. J.-C. Lattès, 1982.

Ses propos sont encore plus ignobles, faux, fantaisistes, inexacts et ridiculisent les francs-maçons comme la franc-maçonnerie en général.

La victoire de 1918 — il faut le redire — a provoqué un choc majeur, un effondrement moral et économique, une crise d'« identité » comme l'on dirait aujourd'hui, et le traité de Versailles est considéré comme une injustice, une ignominie qui ne peut appeler que la revanche. Il faut trouver des coupables à la défaite, des fauteurs à cette guerre perdue. Et, tout naturellement la « Maison » Ludendorff, comme il est convenu de l'appeler à cette époque, reprend tous les écrits anti-juifs et anti-maçonniques du siècle précédent, en particulier des auteurs français (ils seront même — pour certains — traduits par Rosenberg) : Gougenot des Mousseaux, Drumont, l'abbé Baruel, Taxil entre autres.

Pour Ludendorff, ce sont les juifs et les francs-maçons qui auraient conspiré contre l'Allemagne pour sa chute. Il existerait une conspiration internationale et mondiale des « puissances supranationales » : « Weltverschwörung der überstaatlichen Mächte » : c'est elle qui aurait provoqué la chute de l'Empire allemand.

L'Allemagne est « enfermée dans un étau serré d'organisations internationales créées par la juiverie » pour empêcher le développement du Reich et le dominer.

Dans « Mein Kampf », Hitler écrira : « *La juiverie a trouvé dans la franc-maçonnerie complètement délabrée l'instrument idéal pour la défense et la réalisation de ses buts.* »

Pour le NSDAP — le parti national socialiste allemand — comme pour le mouvement populaire en général, un seul slogan : Unité du Sang, de la Foi, de la Culture et de l'Économie : Einheit von Blut, Glaube, Kultur und Wirtschaft. C'est une nouvelle « théologie » germanique qui naît, mêlant le culte de Wotan et des dieux germaniques et qui glorifie tout ce qui concerne l'antique Germanie. C'est un mélange baroque et hétéroclite, une fatras idéologique et mystique, destiné à faire renaître une « âme allemande ».

En 1930 paraît le livre fameux de Rosenberg, le « Mythe du Vingtième Siècle », où Rosenberg exalte le mythe et le culte du sang et de la race nordique. Car « *tout ce qui est vrai est ce qui est bon pour la race* ». Pour lui, la lutte pour la race se substitue à la lutte marxiste des classes et la race aryenne seule peut vaincre et dominer le monde. Il y a chez Rosenberg identification entre la loge maçonnique, repère de juifs, et la haine du peuple. La franc-maçonnerie n'est qu'un mouvement d'émancipation bourgeoise. Rosenberg déclare : « *Notre idéologie ne saurait admettre l'existence d'une autre doctrine, que ce soit l'amour chrétien, l'humanitarisme des francs-maçons* ». Et c'est avec Rosenberg, l'idéologue et théoricien officiel du Parti, que va commencer la propagande « scientifique », savamment organisée et orchestrée contre la franc-maçonnerie, contrastant avec ce qui n'était jusque là que propagande désordonnée.

Les attaques idéologiques, la propagande systématique et la haine développée par le mouvement populaire et le parti vont frapper de plein fouet la franc-maçonnerie allemande qui — à de rares exceptions — ne pressent ou ne perçoit pas encore les menaces graves qui pèsent sur elle, devenue l'« opposant idéologique » à faire disparaître.

La franc-maçonnerie allemande a derrière elle un passé brillant et prestigieux. La première loge a été fondée en 1737 à Hambourg, rédigeant ses statuts en langue française et reconnue tout de suite par la Grande Loge de Londres. En Prusse, l'Obédience la plus ancienne est la Grande Loge, « Zu den Drei Weltkugeln » : aux trois globes dont le Grand Maître est l'Empereur lui-même, en même temps vénérable de sa propre loge, Frédéric le Grand et sa loge travaillent en langue française. Très tôt la franc-maçonnerie prussienne s'est placée sous la protection de la Maison Hohenzollern qui eut l'extrême habileté d'interdire toutes les autres sociétés secrètes en

Prusse. Composée essentiellement de fonctionnaires, de militaires, cette maçonnerie est dévouée à l'Empereur et respectueuse de l'ordre établi. Mais peu à peu naît, parallèlement, une autre franc-maçonnerie dite « humanitaire », tolérante, libérale, acceptant toutes les croyances et religions et admettant en son sein des juifs : fidèle en cela aux Constitutions de 1717.

En 1918, les trois obédiences prussiennes comptent 39 000 frères, les cinq obédiences humanitaires 17 200 frères.

De 1914 à 1918, plus de 3 % de la population allemande a disparu dans la tourmente. La franc-maçonnerie n'a perdu qu'environ 2 % de ses effectifs : l'âge élevé des frères — en moyenne 50 ans à la déclaration des hostilités — les rendait non mobilisables. La franc-maçonnerie allemande est alors la plus importante d'Europe, avec 58 505 membres. La France ne compte que 50 000 frères, l'Italie 25 000. Malgré le marasme économique et les conditions d'existence très difficiles de 1918, la franc-maçonnerie allemande passe de 58 505 à 80 000 membres en 1924. A l'aube de 1925, elle compte 82 194 frères et 632 loges, pour une population de 60 millions d'habitants.

Les obédiences prussiennes représentent 60 % de ce taux de croissance entre 1918 et 1925, ce qui n'est pas étranger à la poussée à droite qui s'opère lentement en son sein. Car la franc-maçonnerie prussienne est hostile au régime de la République de Weimar et reste monarchiste. Au début de leurs actions contre la franc-maçonnerie, Ludendorff, comme Rosenberg, font d'ailleurs une nette distinction entre ces deux maçonneries : la prussienne, conservatrice, et l'humanitaire libérale, démocratique, tournée vers la République de Weimar. Les réactions de la franc-maçonnerie allemande aux pamphlets des Ludendorff se limitent à une déclaration commune des neuf Grands Maîtres des obédiences allemandes qui s'étonnent des calomnies et interprétations fausses du Général et de sa femme. Ils s'étonnent que le vainqueur de Tannenberg se soit livré à d'aussi basses calomnies.

Jusqu'en 1933, avènement d'Hitler, la vie était dans une certaine mesure encore possible pour les francs-maçons, en dépit des attaques dont ils étaient l'objet. Les actions dirigées contre eux étaient surtout le fait des dirigeants locaux du Parti nazi et des SA. Elles dépendaient beaucoup de la virulence et de l'acharnement que pouvaient mettre dans leur lutte les uns ou les autres, suivant leur importance dans les organisations nationales socialistes.

On assiste à des boycotts de magasins, de membres des professions libérales, d'industriels. Certains sont acculés à la ruine. La Grosse Landesloge von Deutschland, l'une des obédiences les plus importantes écrit à Gœring, Ministre Président de Prusse, qui ne daigne pas répondre. Ce sont les SA, les sections d'assaut de Rœhm qui se montrent les plus agressives. A l'été 1931 déjà, Himmler a ordonné à toutes ses sections et à tous les responsables locaux de répondre de la manière la plus détaillée à un questionnaire demandant d'indiquer quels étaient les francs-maçons de la localité, leurs adresses complètes, l'adresse de la loge, les dates et heures des tenues (réunions), les noms des dirigeants des loges, leurs photos, des photos des membres entrant en loge, etc. Des mouchards sont introduits dans les loges.

Un esprit averti aurait donc déjà pu pressentir ce que l'avenir allait réserver à la franc-maçonnerie.

Le 30 janvier 1933, la prise du pouvoir par les nationaux socialistes trouve une franc-maçonnerie divisée et perplexe. D'un côté la franc-maçonnerie prussienne, conservatrice, qui avait dans une certaine mesure cherché à se concilier les tenants du régime et pour laquelle une sorte de dictature pouvait préfigurer un retour de la Monarchie. En fait, les loges et obédiences prussiennes n'avaient jamais vraiment accepté cette République de Weimar, malgré la présence du Président Stresemann, lui-même franc-maçon prussien. De l'autre côté, une franc-maçonnerie humanitaire et libérale, tournée vers

les idéaux démocratiques de la République de Weimar, favorable à un État républicain et démocratique.

Dès le lendemain du 6 mars, date des élections au Reichstag, qui confortent les positions d'Hitler, commencent les attaques contre les loges. Particulièrement en Bavière où la BPP — Police Politique Bavaroise — est particulièrement bien organisée et très disciplinée, au contraire des SA. En juillet 1932, Heydrich avait pris la direction du SD, le Sicherheitsdienst, service de sécurité et de renseignements de la SS. Et, à partir de la mi-33, le Reichsführer Himmler et la SS possèdent en Bavière un pouvoir combinant à la fois les pouvoirs tentaculaires et absolus de police politique, de service de renseignements et de prison d'État. A la fin de 1933, Himmler a achevé de tisser sa toile d'araignée qui couvre tout le territoire allemand. Il dispose dans chaque Land et sur tout le territoire d'une organisation de renseignements ultra-perfectionnée. Seule fait exception la Prusse où règne Göring.

Le siège de la SS à Munich s'installe, le 11 avril 1933, à Berlin, au 8 de la Prinz Albrechtstrasse qui symbolise désormais la terreur policière menée par le diumvirat Himmler-Heydrich.

Dès 1933, des commandos de SA et de SS attaquent un certain nombre de loges allemandes, pillant, perquisitionnant, mettant les scellés, saisissant les archives et les bâtiments. Ainsi, à Königsberg. A Munich, le bâtiment abritant les loges est perquisitionné, les archives et documents de la bibliothèque saisis et remis aux autorités municipales.

Les premiers coups sérieux pleuvent sur les maçons allemands à l'été 1933. Les dignitaires et le Grand secrétaire de la Grande Loge Symbolique d'Allemagne, Raoul Koner et le Grand Commandeur du Rite Écossais, Fritz Bensch, sont arrêtés. Le Grand Maître, le Dr Leo Müffelmann est incarcéré avec eux au camp de concentration de Soneburg près de Küstrin.

Le 4 janvier 1934, Göring, ministre Président de Prusse, signe l'ordonnance fatale qui condamne à jamais les loges prussiennes jusque là épargnées. Il prend cette ordonnance, écrit-il « pour la protection du peuple et de l'État » (zum Schutz von Volk und Staat) et ajoute : « L'unité du peuple allemand réalisée par le mouvement national ne justifiait en aucun cas le maintien de ces loges. » L'ordonnance de Göring était extrêmement habile car elle déclarait que les loges devaient se dissoudre d'elles-mêmes, sans en référer à leur Obédience. La liquidation de leurs biens devait se faire « conformément au Code Civil » ... ! La légalité était, ainsi, sauve. Le 8 janvier 1934, le Tribunal Suprême du Parti exclut tous les francs-maçons d'un grade supérieur à celui d'apprenti, de toute appartenance au parti.

Une deuxième vague de terreur s'abat donc sur les loges maçonniques. Pillages, séquestrations, incendies et vols sont perpétrés dans les loges de villes comme Rastenburg, Tilsitt, Querfurt, Flensburg, Braunsberg, etc. A Königsberg, un vénérable est jeté en prison. Un médecin en vue de la ville est arrêté, relâché, mais ses activités étroitement surveillées. A Hambourg, un vénérable juif, d'une loge, se suicide. A Berlin, le vénérable d'une loge est promené à travers la ville dans une brouette surmontée d'une pancarte : « Je suis un cochon de franc-maçon ». Le vénérable de la loge de Güstrow est arraché de son domicile par la foule et ce n'est qu'au passage d'une patrouille de la police régulière qu'il doit de ne pas être lynché. Tout le matériel des loges, les archives, documents, décors maçonniques sont transférés à Munich où tout est centralisé. Les objets rituels maçonniques en argent ou autres métaux sont fondus en présence de fonctionnaires de police. Les biens mobiliers sont administrés par un liquidateur sur ordonnance de Heydrich en date de novembre 1934. Une loge comme celle de Parchim est, par exemple, entièrement détruite.

Le processus de dissolution des loges allemandes s'est en fait déroulé de diverses manières suivant qu'il

s'agissait des loges humanitaires et des loges prussiennes.

La première Obédience à se dissoudre devant les périls qui montent, est la Grande Loge de Hambourg, en avril 1933. La décision en avait été prise par son Grand Maître, Richard Bröse. Le 17 octobre, elle s'exile au Chili, à Valparaiso. En effet, les loges de Santiago, Valparaiso et Concepcion étaient rattachées à la Grande Loge de Hambourg et avaient en outre refusé de se dissoudre. Cette même Grande Loge de Hambourg possédait des loges sœurs en Afrique du Sud, Argentine, Danemark et Egypte.

A l'été 1933, la Grande Loge Symbolique décide de s'exiler. Le Grand Maître Léo Müffelmann met en sûreté dossiers, archives et documents et part pour la Palestine où il fonde le nombre suffisant de loges pour constituer une Grande Loge mère. Ces loges constitueront ce qui est devenu, depuis, la Grande Loge d'Israël. L'obédience irrégulière FZAS cesse également ses travaux. En avril 1933, la Grande Loge de Darmstadt, « Zur Eintracht » se transforme en « Ordre Chrétien National », et la Grande Loge « Zur Sonne » à Bayreuth se transforme en « Gesellschaft für Kultur und Wissen » : Société pour la culture et la science.

A l'opposé les Grandes Loges prussiennes opèrent différemment. En effet, les maçons prussiens ont une attitude complice vis-à-vis du Troisième Reich. « *Il apparaît incontestable*, écrit Neuberger<sup>3</sup>, que dans ses conceptions monarchistes, la franc-maçonnerie chrétienne souhaitait la chute de la Démocratie. » Elle multiplie donc les interventions auprès d'Hitler, d'Hindenburg et autres personnages importants du régime et va même jusqu'à publier des déclarations d'allégeance au pouvoir en place, comme celle-ci : « *Nous autres hommes (...) fidèles à notre patrie et à notre Führer Adolf Hitler au sein de nos antiques associations* ». Parallèlement, Göring, qui a reçu les dirigeants de l'obédience prussienne la plus importante, la Grosse Landesloge von Deutschland, déclare que « *dans un État national socialiste, il n'y a plus de place pour la franc-maçonnerie.* »

C'est alors que les grandes obédiences prussiennes, pour subsister et résister à l'auto-dissolution, se transforment en « Ordres chrétiens ». Ainsi, la Grosse Landesloge devient le « Deutsch Christlicher Orden der Tempelherren » : « Ordre Germano-chrétien des Templiers », et les loges qui dépendent d'elle prennent le nom d'« Ordensgruppen » : « Groupes de l'Ordre ». La Grande Loge « Zu den drei Walkugeln » prend le nom d'« Ordre National Chrétien de Frédéric le Grand ». Toutes ces obédiences, chrétiennes, à majorité protestante depuis leurs origines, prennent des décisions lourdes de conséquences : elles excluent désormais les frères de religion ou de race juive, exigent de leurs membres qu'ils prouvent leur origine lointainement allemande. Toute référence au symbolisme hébraïque des rituels, tous les termes hébraïques sont supprimés. Il est même conseillé aux dirigeants des loges de se mettre en rapport avec les dirigeants locaux du Parti et avec les autorités du régime. La Grande Loge de Prusse, « Zur Freundschaft » devient l'« Ordre Chrétien zur Freundschaft » et la Grande Loge de Saxe, l'« Ordre Germano-Chrétien de Saxe ». Cette transformation des grandes obédiences prussiennes en « Ordres germano-chrétiens » constituait en quelque sorte la seule « porte de sortie » leur permettant de survivre...

Le Grand Maître Bordes est un ami personnel d'Hitler, mais ses relations et discussions avec le Führer échoueront. Schacht, qui est le seul Ministre fran-maçon du Reich — et dont l'appartenance est ignorée de ses collègues — aura un entretien avec Hitler à sa résidence alpestre de l'Obersalzberg en mai 1935 : sans résultat,

3. *La Franc-Maçonnerie et le National-Socialisme*, d'Helmut Neuberger, traduction-adaptation D. Le Masson, ouvrage à paraître.

malgré la cordialité de l'entretien. Et c'est sans succès que la franc-maçonnerie prussienne s'adressera à la justice pour faire condamner les auteurs des exactions dont elle est l'objet.

A partir de la mi-1934, il n'est plus question pour la maçonnerie prussienne de résister au plan d'auto-dissolution des loges qui a été « suggéré » par Goering et le gouvernement du Reich. La Grosse Landesloge sauve ses archives qu'elle confie à la maçonnerie suédoise avec laquelle elle a une philosophie et des rites et rituels communs. Le Grand Maître Bordes est arrêté et déporté avec sa femme au camp de concentration Columbia Haus à Berlin. De la mi-33 à début 1935, les effectifs de la maçonnerie prussienne ont diminué de moitié sous la pression des événements et des persécutions dont les maçons sont l'objet : interdiction en particulier à tous les maçons d'entrer dans l'armée et la fonction publique, boycott de leurs affaires, menaces, suicides, emprisonnements, etc.

Après le refus essuyé par Schacht auprès d'Hitler, les loges prussiennes prononcent leur dissolution. Elles sont autorisées à célébrer une dernière fois, chacune séparément, une sorte de cérémonie d'adieu. Frick est chargé de surveiller particulièrement, en tant que

ministre de l'Intérieur de Prusse, la dissolution des loges prussiennes. Il leur a enjoint d'engager ce processus et de le terminer pour le 21 juillet 1935 au plus tard. La Gestapo travaille avec les liquidateurs au respect le plus strict des mesures prises. Ce sont Hasselbacher et Max Brand, « spécialistes » de la franc-maçonnerie au SD, qui sont chargés d'enregistrer ces dissolutions pour le SD. Et le 8 août 1935, un article paru dans le *Völkischer Beobachter* titre : « *La fin de la franc-maçonnerie allemande* » sans rencontrer grand écho.

Ainsi sombrait dans la nuit la franc-maçonnerie allemande pour une longue période de 15 ans. Quinze ans de silence jusqu'à ce que la lumière maçonnique exilée au Chili et en Israël soit rapportée le 19 juin 1949 au cours d'une cérémonie solennelle dans la cathédrale St Paul à Francfort sur le Main.

Didier LEMASSON\*

\*Didier Lemasson, quoique non-historien professionnel, travaille depuis de longues années sur l'histoire de la franc-maçonnerie, en particulier dans le champ germanique. Il prépare actuellement la publication d'un ouvrage sur *La Franc-Maçonnerie allemande et le National-Socialisme*.

---

## PROFIL D'UN « COLLABORATEUR » OU LES RAPPORTS DES SERVICES FRANÇAIS ET ALLEMANDS DE RENSEIGNEMENT ET DE RÉPRESSION

L'étude du Service des Sociétés Secrètes (S.S.S.) – dont l'élaboration a été décidée dès août 1940 – est demeurée longtemps ignorée, sans doute parce que l'essentiel des archives le concernant n'a pas été conservé dans des lieux publics mais chez des particuliers que l'on pourrait regrouper sommairement en quatre catégories :  
– ceux qui ignorent ce qu'ils possèdent (cartons ficelés déposés à la Libération ou par une relation quelques années plus tard, cachés dans une cave ou oubliés en haut d'un placard) ;  
– les acteurs et ayant droits qui ne veulent pas toujours qu'on parle d'eux ;  
– les chercheurs qui, travaillant sur un sujet précis, finissent par amasser des dossiers complets sur des questions plus vastes ;  
– les collectionneurs qui possèdent des pièces éparses, parfois rares.

Heureusement un même document d'archive n'est pas toujours une pièce unique. A l'époque où la photocopieuse n'existait pas, un texte était souvent dactylographié en deux, trois, voire quatre exemplaires ou même plus. Ainsi deux départements dans un service pouvaient effectuer un travail identique. Par exemple, le « Service des Associations Dissoutes », situé square Rapp à Paris, dépendant de la Préfecture de Police, n'opérait perquisitions et interrogatoires que sur requête des Autorités d'occupation et celles-ci recevaient obligatoirement un double de tous les procès verbaux. Ou encore dans les Affaires Judiciaires d'après-guerre préparées, parallèlement au juge d'instruction, par des cabinets d'avocats, toutes les pièces n'étaient pas versées au rapport d'ensemble.

Des journalistes, tels Paul Emile dans « Combat », Madeleine Jacob à « Franc-Tireur » ou P. Bourget à « L'Aurore », ont été des chroniqueurs précis et leurs comptes rendus d'audience sont des sources d'information fiables. Des particuliers conservent d'ailleurs des dossiers d'Argus de presse complets sur quelques procès.

Enfin, un même individu pouvait être impliqué dans de multiples affaires. C'est le cas de Jean Rivière, dit

Marques-Rivière, cheville policière et allemande de l'édifice du Service des Sociétés Secrètes que dirigeait Bernard Fay. Avec le directeur et fondateur du Centre d'Action et de Documentation (C.A.D.), ces ténors convaincus de la nécessité de la lutte contre la franc-maçonnerie étaient à des degrés divers des combattants. Non seulement ils admettaient la défaite de la France et la nécessité de se plier aux exigences du vainqueur, mais allant plus loin que la Révolution Nationale. Ils adhéraient aux idéaux du National-Socialisme et rêvaient d'instaurer en France un fascisme authentiquement hexagonal.

### Un « rouage » parmi d'autres

Singulier personnage, même les Allemands dans leurs rapports le qualifiaient de « collaborateur », condamné par contumace à mort en 1947 dans l'Affaire du Service des Sociétés Secrètes, condamné par la Cour de Justice de Paris, de nouveau à mort, dans le procès « G. et Cie » en 1949 comme agent appointé de l'Abwehr, Jean-Marques-Rivière s'est enfui à l'étranger à la Libération et depuis a disparu.

Sa carrière, quoique particulière, n'en est pas pour autant originale et répond à une certaine logique dans son évolution.

Homme de Lettres, né à Paris en 1903, attiré par la Civilisation indienne, membre de la Société Asiatique et président du conseil d'administration des Amis du Bouddhisme, il se passionne pour les religions orientales et rédige des ouvrages remarquables : « A l'ombre des monastères tibétains », « Le Bouddhisme au Thibet », « Vers Bénarès, Ville Sainte », en même temps que s'affirme chez lui un penchant pour les sciences occultes que traduisent « Rituel de magie tantrique indoue », « Amulettes, Talismans ». Dans le récit « L'Inde secrète et sa magie », l'auteur se met en scène et dialogue avec un sage : « *Il existe en Asie des Fraternités qui ont la même inspiration que les Roses-Croix en Europe ; mais*

ici, l'action spirituelle est plus efficace ... Ces Gourous nous transmettent un enseignement direct de la Source admirable (...) Je compris que le Yogui possédait lui-même un pouvoir plus grand que son apparence ne l'indiquait. Mais il me fallait ne pas souligner cela sous peine de voir se fermer la merveilleuse lumière qu'il découvrirait devant moi ... »

D'interrogation spirituelle en fascination ésotérique, Jean Marques-Rivière se penche dans les années trente vers la franc-maçonnerie. Sa curiosité l'entraîne à la porte de la Grande Loge de France. Initié, violemment déçu à peine un an après, n'y ayant découvert ni « mystique » ni « source admirable », il se transforme en un des écrivains anti-maçonniques les plus prodigieux de l'entre-deux-guerres. Il dévoile « L'Organisation secrète de la Franc-Maçonnerie » et poui ce livre – paru en 1935 – « veut retourner la griffe qui tient la France, cette griffe maçonnique aux ongles sales. Ce livre veut rétablir la vérité, montrer où sont les responsables, dénoncer les salles où l'on étouffe, où l'on corrompt toute chose ... » Se sentirait-il investi d'une mission salvatrice ? « Je vous l'assure, poursuit J. Marques-Rivière, il faut dire ses noms, prénoms, âge et domicile ... cette honteuse dictature régit la nation depuis un demi-siècle. Celle-ci en meurt ; qui aura le simple courage de l'en délivrer ? ... Qui portera le coup ? »

Cet aspect de sa personnalité le mènera tout d'abord à la direction du « département de police de recherche » du S.S.S. en 1941 et conjointement au service de renseignement de l'Abwehr par l'intermédiaire d'un industriel de Bruxelles, Jean van de Castele, dit encore « Leopold », allemand authentique, qui se faisait passer pour belge flamand.

La pensée politique de J. Marques-Rivière s'affirme aussi. En 1935, il publie aux éditions Payot, *L'URSS dans le monde – L'expansion soviétique de 1918 à 1935* et la même année dédicace son ouvrage, *Comment le F. M. fait une révolution*, en ces termes : « Au Général de Castelnau, Président de la Fédération Catholique. En témoignage d'admiration et de respectueuse estime pour l'œuvre de redressement des esprits et des cœurs français, qu'il a entreprise. » Ce dernier, surnommé le « moine botté » avait fondé, avec l'abbé Bergey, en 1924, un Comité anti-maçonnique. Son enthousiasme pour la Révolution Nationale se manifesta par une dédicace à l'occasion d'une énième publication, en 1941 : « Au Maréchal Pétain, Chef de l'État Français qui, en supprimant la Franc-Maçonnerie, a libéré la France d'une emprise dont elle se mourrait. En très respectueux hommage d'admiration et de fidélité. »

L'ŒIL ÉTAIT DANS LE VASE  
ET REGARDAIT CAHEN !



!SUPRÊME CONSOLATION!

Entre temps, Jean Marques-Rivière a découvert le « miracle » Hitler, il voyage en Allemagne et devient un correspondant de Rosenberg. A l'occasion d'un tract paru en 1941 aux éditions Le Pont, sur « Les ouvriers et Hitler », celui-ci dénonce la faillite de la social-démocratie, acclame le IIIe Reich et propage la doctrine national-socialiste. Il parle, dans cette brochure, de « la formidable pression de la haute finance judéo-maçonnique »



Brochure apparemment unique, conservée à la BDIC



Pour les ennemis de la maçonnerie, le franc-maçon est avant tout un juif, harcelé comme tel et caractéristique se répercute dans le dessin par le biais d'un subterfuge visuel : l'querre et le triangle entrecroisés contrefont inévitablement l'étoile de David ; ou encore le profil d'un frère s'identifie à celui stéréotypé du juif. L'origine de cette assimilation est nationale-socialiste (cf. article de Masson).

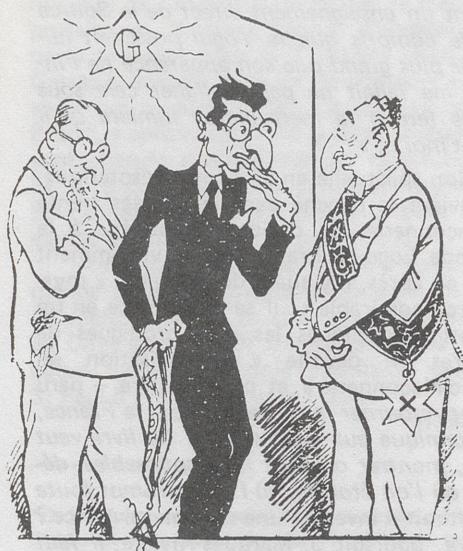
et conclut : « Rejetons enfin nos vrais ennemis : les ploutocrates de toutes races et de toutes nations ; marchons hardiment vers la réalisation d'une Europe nouvelle socialiste, où la paix, la joie et le bonheur pourront enfin régner. »

Gérant de la maison d'édition Jean Meyer à Clichy, rédacteur au « Pilon », membre du P.P.F. de Doriot, il est appelé en 1940 en raison de ses écrits, au Service des Sociétés Secrètes par Bernard Fay. Progressivement, en accord avec les Allemands avec qui il est en relation constante (S.D. et service Rosenberg), il organise le département des recherches de la zone nord et recrute les délégués régionaux dont il est le chef direct. Le plus efficace d'entre eux, le délégué de Paris, avec ses bureaux au siège du SSS dans le Grand Orient de France sera traduit en justice en 1949 avec son équipe, tous anciens membres de l'Action Française dissidente — cagouleurs — certains, membres aussi du S.P.A.C., de « L'Équipe » du Dr Menetrel ou des « Équipes du Maréchal », et ils seront tous, dont Marques-Rivière, condamnés à mort pour avoir « entretenu des intelligences avec une puissance étrangère ou avec ses agents en vue de favoriser les entreprises de cette puissance contre la France. »

Leur agent de liaison, Van de Castele, est un chef important du S.R. allemand. Avant l'occupation, il dépendait directement de l'amiral Canaris. Établi à Paris après la victoire allemande, il doit rendre compte de son activité aux différents services allemands installés en France. Son réseau se répartit en trois branches : le département politique et militaire très actif, qui a pour objet la recherche de tous renseignements ; le département économique qui recueille tous les renseignements d'ordre économique (chiffres de production des usines, possibilités d'achat de différentes matières importantes, etc.). L'activité du point de vue économique de J. Marques-Rivière se rapportait à l'Espagne ; enfin, la branche commerciale, qui finance les deux premières, et concerne l'achat de marchandises pour le compte des Allemands et alimente le marché noir.

Si Marques-Rivière continue à écrire des conférences, à organiser des expositions (rédaction du catalogue de l'exposition anti-maçonnique et de l'exposition « Le Juif et la France » au Palais Berlitz en 1941), à monter le film « Forces occultes », ses ordres aux délégués sont clairs : poursuivre toutes les organisations clandestines.

Jean Marques-Rivière, associé à Van de Castele pour « mener la lutte, sur le plan international, contre les forces judéo-maçonniques », dès la fin de 1942, incite



LES FAUX-NEZ SONT INTERDITS

son service à délaisser la recherche des francs-maçons, abandonnant au SSS le soin de classer « la gigantesque papeterie » et son département se transforme en un organisme de renseignements contre la Résistance, au service des Allemands. Pour eux, « la Résistance en France s'oppose au Gouvernement de Vichy et à la bonne marche des relations franco-allemandes. »

En 1943, ses instructions se précisent. L'infiltration des réseaux de résistance devient un devoir. C'est ainsi qu'un de ses hommes se retrouvera au sein de l'O.C.M.\* et démantèlera l'organisation.

Cette équipe d'hommes aura à son actif un bilan impressionnant d'arrestations suivies de déportations, dont la moitié ne reviendront pas. Celles-ci commencent en mai 1942 et ne s'achèvent qu'en août 1944.

Ce service anti-maçonnique fut la seule police supplémentaire armée maintenue par Laval, sur l'intervention directe des Allemands par l'intermédiaire du service Rosenberg —. Dans l'organisation de la répression anti-maçonnique, l'interaction entre les services français et les services allemands s'avère manifeste. Le Service des Sociétés Secrètes, où cohabitent les Allemands, poursuit sa tâche de documentation et de mise en fiche des francs-maçons. Cet énorme fichier, qui existait en trois exemplaires, recensait aussi les « éventuels », les « potentiels », les « amis », les « relations », les « en contact » avec des francs-maçons, etc.

Le « Service de police de recherche », dont les délégués transmettaient des rapports sur l'état d'esprit des populations, était un des maillons de l'Abwehr et poursuivait « terroristes » et Résistance. Le Service des Associations Dissoutes n'agissait que sur requête des Autorités d'Occupation et leur soumettait en premier lieu le fruit de leurs réquisitions.

Le Centre d'Action et de Documentation n'existait enfin que sur la demande expresse des Allemands et son « Bulletin » fournissait des informations intéressantes la presse nationale qui s'en faisait l'écho.

On est obligé de constater que dans le cas de la liquidation de l'Institution maçonnique, sans l'existence de services français structurés, animés par des Français, non seulement la répression allemande n'aurait pu atteindre le degré d'efficacité qui fut la sienne, mais elle se serait avérée inopérante. Soulignons que la création de ces services spécialisés — anti-maçon, anti-juif, anti-communiste et contre la Résistance en général — répondait aux grandes lignes de l'idéologie et de la politique vichysoise.

Dominique ROSSIGNOL

\*Se référer aux travaux en cours de Benoît Verny.



ADIEU !  
GRAND COLLEGE  
DES RITES !

## LA BDIC ET LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE

J'appartiens au « petit noyau » des anciens lecteurs de la rue Auguste Vacquerie, qu'évoquait dans un article sur la B.D.I.C. Mlle Blum<sup>1</sup>. Travaillant, au début des années 60 sur la Censure de guerre en France, je m'étais tout naturellement dirigé vers cette Bibliothèque dont je connaissais les richesses sur les « deux guerres » et dont le monde universitaire vantait la chaleur de l'accueil. Je m'aperçus, dès l'abord, que cette réputation n'était pas exagérée : les conseils éclairés de Milles Lacour et Adler-Bresse, la compétence souriante de J.A. Hornung me persuadèrent que ce renom était amplement justifié. Sur la 2ème guerre mondiale en particulier, les chercheurs disposaient là d'un outil incomparable et facilement accessible grâce à un fichier qui fait toujours l'admiration des spécialistes.

Ces liens avec la B.D.I.C. se resserrèrent encore quand je participai aux travaux du Comité de la 2ème Guerre Mondiale, d'abord comme secrétaire de la Commission de la Propagande, puis comme secrétaire général adjoint à M. Henri Michel et comme secrétaire général, où je retrouvai, dans les différentes Commissions, Mlle Adler-Bresse et J.A. Hornung — pour n'évoquer que les disparus —, dont je pus encore apprécier les avis toujours sûrs.

La coopération entre les deux organismes était ancienne, puisque le Comité d'Histoire de la Guerre, qui fusionna, en 1951, dans le Comité d'Histoire de la 2ème Guerre Mondiale, avait siégé un moment à la BDIC — 102, rue du Bac<sup>2</sup> — et puisque les premières bibliographies parues sur le second conflit furent précisément données aux *Cahiers*, qui en étaient l'organe, par la BDIC<sup>3</sup>. D'autres bibliographies, trimestrielles celles-là, allaient suivre qui paraîtraient, à partir des premiers numéros de la Revue d'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale, et dont l'utilité n'est plus à démontrer.

On ne saurait trop insister sur le rôle de « banque de données » de cette Bibliothèque : pour m'en tenir à une question qui m'est familière, je rappellerai la note substantielle que J.A. Hornung avait consacrée aux ouvrages concernant la Collaboration, et qu'il avait présentée lui-même à l'une des séances de la Commission d'Histoire de la Propagande, en décembre 1968. A une époque où la littérature historique sur ce problème était encore peu développée, cette mise au point révélait aux chercheurs des ressources jusque là inexploitées sur les mémoires et les procès des acteurs de cette Collaboration, et, ce qui n'était pas moins intéressant, sur la contestation des procès qui en avait été faite au lendemain de la Libération. Par delà les années, ces notations demeurent précieuses : nous avons pu le constater justement, lorsque voici deux ans, nous avons esquisé une bibliographie de l'épuration pour le *Bulletin de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*<sup>4</sup>.

Mais ce serait restreindre singulièrement les liens qui unissaient la BDIC et le Comité d'Histoire de la 2ème Guerre Mondiale (auquel a succédé l'IHTP) que de ne considérer que cet aspect des choses. Il est en quelque sorte de tradition que les chercheurs français et étrangers qui nous sont adressés par leurs directeurs d'études, que les étudiants parisiens et, plus encore, provinciaux, qui ont choisi un sujet sur la guerre et l'occupation, soient dirigés sur une Bibliothèque qui ne possède pas seulement des ouvrages et des journaux importants sur cette période, mais dont la Réserve recèle des documents rares et libéralement ouverts au public sous certaines conditions de consultation. Pour ma part, je n'ai souvenir que de la gratitude que ces jeunes et moins jeunes historiens ont manifestée à l'égard de la « Bibliothèque de Nan-

terre » en raison de la qualité de ses ressources et l'amabilité de son personnel. J'en sais même qui ont poussé la reconnaissance jusqu'à confier un exemplaire de leur travail à une maison à laquelle ils devaient beaucoup. Comment pourrait-il en être autrement d'ailleurs, quand on sait la richesse des fonds engrangés, dès les années 40, par la BDIC ? Le public a eu l'occasion de voir figurer un certain nombre de pièces importantes (tracts, journaux clandestins, photographies) aux expositions qui furent organisées par le Comité d'Histoire en novembre 1954-janvier 1955 (Résistance, Libération, déportation, à l'I.P.N.) et en 1964, aux Invalides, pour le vingtième anniversaire de la Libération. Mais, si émouvants fussent-ils, ces documents ne représentent qu'une infime partie des ressources qui s'offrent, dans les magasins de Nanterre, aux historiens du second conflit.

Si l'on s'en tient, en effet, à ses implications en France, il faut signaler les *dossiers Dan*, 14 cahiers de format écolier contenant des adresses de services allemands, des coupures de journaux parisiens et étrangers collationnés par le correspondant du quotidien nippon *Nichi-Nichi* pendant son séjour à Paris de 1940 à 1944, ainsi que les comptes rendus dactylographiés de ses entretiens avec de Brinon, de juin 1941 à mars de l'année suivante, qui nous donnent à chaud, sur les questions du jour, le point de vue officiel du représentant parisien du gouvernement de Vichy.

On ne saurait trop recommander à ceux qui veulent avoir une image de la France occupée vue par les services britanniques à quelques mois du débarquement de se reporter aux 12 volumes du *France Zone Handbook*, qui décrivent, pour la Corse, Paris et les régions de Marseille, Montpellier, Bordeaux, Poitiers, Angers, Rouen, Lille, Châlons s/Marne, Nancy et Lyon, la vie économique, la presse et les mouvements autorisés de chacune d'elles. Il y a là une mine pour des chercheurs curieux.

De même, les historiens de la presse parisienne seront reconnaissants à la BDIC d'avoir conservé, pour l'année 1942, le *Bulletin de la Société d'information de France*, organisme créé par les services de propagande allemands pour fournir aux rédacteurs en chef des journaux une provende de 40 à 50 pages ronéotypées susceptibles de les aider à meubler leur 2 ou 4 pages quotidiennes — y compris une correspondance politique qu'on pouvait publier telle quelle, puisqu'elle avait déjà reçu le visa de la Propaganda-Staffel de Paris ! —.

On mesure par ce qui précède de l'apport réciproque de deux organismes spécialisés pour une meilleure compréhension d'un passé toujours proche. Leur complémentarité ne saurait d'ailleurs pas être considérée du seul point de vue rétrospectif : les tâches qui restent à accomplir dans le domaine de la 2ème guerre mondiale, font qu'elle demeure aussi utile qu'elle le fut en d'autres temps.

Claude LÉVY

1. *Bulletin du Centre d'Histoire de la France contemporaine*, n° 2, 1981, p. 72.

2. Chabard, M. Th., Le Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale et ses archives in : *La Gazette des Archives*, n° 116, 1er trim. 1982, p. 7.

3. *Cahiers d'Histoire de la Guerre*, n° 1 et 4 (F. Debyser avait signé la bibliographie concernant les ouvrages parus sur la Guerre 1939-40 et l'Armistice).

4. Veillon D. et Lévy C., L'épuration en France : approche bibliographique in : *CNRS. Bulletin de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n° 4 (juin 1981), pp. 24-45.

## GROTIUS ET L'AVENIR DU PASSÉ

La réforme du droit de la mer entreprise par les Nations Unies est un des événements internationaux contemporains remarquables. D'innombrables articles et commentaires lui sont consacrés. Il en est peu, cependant, qui rappellent l'histoire des épreuves de force qui sont à l'origine de la réforme et qui expliquent la circonspection mise dans son règlement. C'est pourquoi il a paru utile de retracer cette histoire, à grands traits, à partir des sources disponibles à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) et au Musée des deux guerres mondiales.

« Qui est propriétaire de la mer ? » A cette question politique de première grandeur, le visionnaire que fut Grotius répond en 1608 : « La mer est à la disposition de tous ! », principe que Richelieu complète, un peu plus tard, en précisant : « Ou en tous cas du plus fort ! »

Le jour est venu où il n'est plus possible de faire vivre dans l'harmonie et la paix le système de liberté défini par Grotius et de s'interroger sur sa validité même. De politique ce débat, ouvert aux Nations Unies, est devenu doctrinaire sur d'importants sujets tels que ceux des droits souverains des États, du statut des espaces maritimes, de l'exploration et de l'exploitation des ressources de la mer. Cent dix neuf États (dont la France, les pays de l'Est et la plupart des pays du Tiers Monde) ont signé, le 11 décembre 1982, un ensemble de conventions qui doivent, si elles sont ratifiées, se substituer aux anciennes règles et pratiques du droit international maritime.

Mais l'unanimité ne s'est pas faite sur ces nouvelles conventions. Vingt deux États (dont l'Allemagne fédérale, l'Espagne, les États-Unis, le Japon et le Royaume-Uni) contestent, en effet, les nouveaux principes et, pour l'essentiel, ce qui a trait à l'internationalisation des richesses des fonds marins. Ces abstentions pèsent lourd sur l'avenir de la réforme autant pour des raisons de philosophie que pour des raisons pratiques liées aux espoirs des résultats, encore incertains, de l'exploitation de nouvelles ressources.

### le sous-marin, premier instrument de la liberté des mers

Comment voir clair dans cette nouvelle situation qui partage les nations ? Comment appréhender un milieu d'une profondeur moyenne de quatre mille mètres et qui s'étend sur plus de soixante-dix pour cent de la surface du globe ? Comment réfléchir sur l'asymétrie des positions mythiques des uns et du réalisme des autres ? Autant de questions que nos contemporains comprennent mal, d'autant plus que la logique de ce qui est en cause ne paraît pas évidente. On peut lire, en effet, dans les cours de droit maritime : « *La liberté des mers est une de ces hypothèses que nous n'avons pas de raisons de tenir pour vraie mais que nous avons des raisons de tenir pour règle.* » A l'inverse, les Nations Unies proposent des partages des mers selon des principes d'égalité et de solidarité.

Pour comprendre comment et pourquoi le débat se pose, il n'est pas indispensable de faire une difficile étude de droit comparé ou de lire de gros dossiers. Il suffit de parcourir l'histoire du sous-marin qui a été, pendant trois siècles, l'instrument de la liberté des mers contre l'État le plus puissant sur les océans dont il accaparait l'usage, c'est-à-dire, depuis les traités d'Utrecht,

la Grande-Bretagne, et au XX<sup>ème</sup> siècle son allié, puis ennemi, le Japon. Un fait remarquable de cette histoire est qu'aujourd'hui le sous-marin apparaît comme un des moyens les plus sérieux susceptible de maintenir l'équilibre international.

C'est au XVIII<sup>ème</sup> siècle, avec trois idées russe, américaine et française, que commence le combat du sous-marin pour affirmer la liberté des mers.

Cantonné en Baltique, après les traités d'Utrecht, et soucieux d'accéder à la mer du Nord, Pierre le Grand accueille avec enthousiasme, en 1719, le projet d'un « bateau caché ». Face aux manœuvres des diplomaties britannique et suédoise, le tsar voit dans l'engin sous-marin un moyen nouveau, complément de l'action de sa cavalerie et qui fera peser sur les mouillages des navires ennemis une menace imprévisible. Cette idée, qui n'a pu aboutir, est, cependant, à l'origine d'une féconde tradition russe dans le domaine de la construction des sous-marins. Elle est reprise une cinquantaine d'années plus tard par George Washington et avec de meilleurs moyens. Mais, là encore, c'est l'échec technique. C'est aussi la prise de conscience d'une occasion manquée qui fera souche dans l'esprit des dirigeants américains.

Washington voulait se débarrasser des navires anglais stationnés dans les baies américaines. C'est une défense. A la même époque, Louis XVI cherche à libérer les grandes routes maritimes de ces navires qui y font la loi. C'est alors une course. Déterminé à protéger la liberté du commerce de ses sujets, le roi de France développe la marine de guerre au prix d'énormes dépenses. Beaugrenet, conseiller à la Cour, observe que la ruse vaut mieux que la guerre et que des sous-marins, dont il propose la construction, seraient moins coûteux que des vaisseaux et pourraient obtenir les mêmes résultats. Cette idée simpliste va rester inscrite dans les esprits.

La preuve n'est d'ailleurs pas encore faite que le sous-marin ait une valeur militaire. L'Américain Robert Fulton le démontre en 1807 en Angleterre où il coule un navire avec une charge explosive destinée à l'armement d'un sous-marin de son invention. Les Anglais comprennent le danger et, en secret, font cuirasser les carènes de leurs vaisseaux. Napoléon fait reprendre, au Havre, d'anciens essais du sous-marin de Fulton, mais ne semble pas réagir lorsque celui-ci, en 1812, dédie à la France un traité d'explosions sous-marines en vue « *d'apporter au monde la liberté des mers indispensable au bonheur de l'humanité.* »

Dans le climat politique créé en Europe par la Sainte Alliance et aux États-Unis par la doctrine de Monroe, les idées de Fulton font leur chemin. Elles trouvent des applications grâce aux moyens industriels de l'époque. Des savants, ingénieurs et techniciens russes, allemands, espagnols, suédois, américains et français proposent ainsi des solutions théoriques et pratiques aux problèmes de propulsion, de plongée et d'armement d'un navire ayant vocation d'explorateur des fonds marins et de chasseur des intrus à la surface des océans.

Sans attendre la pleine réussite de ces travaux, Napoléon III, mécontent de l'application par les Britanniques des dispositions du traité de 1856 sur la liberté des mers, lance en 1863 le premier sous-marin militaire français. Le « Plongeur » est une grande et belle machine dont l'existence jette l'émoi en Angleterre mais les essais ne sont pas concluants. L'Empereur en reste là, cependant, se contentant de l'avertissement qu'il a donné. Ses successeurs en tireront la leçon : il faut aller jusqu'au bout lorsque la France construit des sous-marins. Ils le

feront chaque fois qu'il leur paraîtra qu'il n'est pas possible de maintenir autrement un équilibre durable.

Après le Congrès de Berlin, les gouvernements de Madrid et de Washington constatent les effets de la « Real politik » allemande dans le Pacifique où la flotte du Kaiser n'hésite pas à éprouver la défense des points d'appui espagnols et américains. Ils réagissent en décidant d'y affecter des sous-marins devant jouer les « chiens de garde ». Négligeant une intéressante solution suédoise, le Président Cleveland préfère orienter l'industrie américaine vers des constructions nationales et il fait lancer, en 1887, un concours public qui, en une dizaine d'années, va faire des États-Unis un des premiers constructeurs de sous-marins. Dans un esprit différent, qui rappelle l'idée de Beaugrenet, le gouvernement français met, lui aussi, au concours en 1896 un sous-marin dont les caractéristiques montrent que la France n'a oublié ni la guerre de course ni les projets traditionnels de débarquement en Angleterre. Par ces deux appels publics au dynamisme de leurs industries, Paris et Washington affirment leurs volontés de profiter de la « liberté des mers ».

Le succès des deux concours est sanctionné par les présidents Loubet et Roosevelt, des résultats spectaculaires au cours des manœuvres navales et un grand enthousiasme populaire des deux côtés de l'Atlantique. Cette situation oblige la communauté internationale à accepter l'existence du sous-marin. Elle le fait à la conférence de Genève en 1907, année tournante dans l'histoire de la liberté des mers. Les États conviennent, en effet, que le sous-marin est un navire de guerre comme les autres et soumis aux mêmes obligations internationales. Cette condition, difficile à satisfaire en pratique, aurait dû être approfondie et nuancée dès l'origine. Faute de cette précaution, le monde va connaître des drames maritimes et la fureur à Versailles en 1919 puis, à Nuremberg en 1945 ...

Au début de la première guerre mondiale, le gouvernement britannique, soutenu par la France et malgré une demande contraire des Américains, donne une interprétation restrictive d'une déclaration internationale de 1909 complétant, vis-à-vis des neutres, les dispositions du traité de 1856 sur la liberté des mers. L'Allemagne y voit une grave atteinte au droit international et, en représaille, utilise ses sous-marins contre le commerce maritime. Cette pratique conduit douze États à lui déclarer la guerre et quatre autres à rompre leurs relations diplomatiques avec Berlin. Plus prudente au cours de la seconde guerre mondiale, l'Allemagne ne commet pas l'erreur de lier l'action de sa flotte de sous-marins à la notion de représailles. Pour le gouvernement allemand l'action des sous-marins se justifie en elle-même comme un acte de force. Berlin retrouve ainsi l'affirmation du Faust de Goethe pour qui : « Guerre, commerce et piraterie sont trois choses à ne point séparer. » Mais, faute d'avoir suffisamment préparé cette guerre des communications maritimes, l'Allemagne est vaincue.

A l'inverse, les sous-marins américains, dont le Président Roosevelt a préparé lui-même et suivi le programme depuis 1934, sont lancés à fond, en 1943, contre les lignes de ravitaillement du Japon. En juin 1945, l'industrie nipponne n'est plus alimentée ; il ne restait plus qu'à frapper au cœur : ce fut Hiroshima.

La stratégie du président américain et l'opération complexe et brillante menée par ses sous-marins resteront comme un des événements fondamentaux de la seconde guerre mondiale. Dans l'optique américaine, cette guerre apparaît ainsi comme un remède à la crise des années 30. C'est elle qui a engendré les investissements massifs capables de produire à l'abri des coups de l'Axe. Dans cette conception, la libre disposition des sources de matières premières et la sécurité des routes maritimes les reliant aux centres industriels de production sont des impératifs. C'est ainsi qu'ont été construits les modèles du commerce mondial d'après-guerre.

## Un monde nouveau

Mais cette conception américaine n'a pas résisté au choc des réalités politiques et économiques des années 60-70. C'est pourquoi les gouvernements se mettent à la recherche d'un élan équivalent à celui donné pour sortir de la crise des années 30, mais pacifique cette fois. La conférence des Nations-Unies sur le droit de la mer représente un des volets de cette tentative. Il est clair que le modèle hérité de la seconde guerre mondiale n'est plus du tout d'actualité, ne serait-ce que parce que sous-marins, satellites et engins sont capables de détruire les centres industriels du monde entier.

Il était dans la nature des choses que le recul des limites des profondeurs accessibles du milieu marin par des véhicules de plus en plus performants, la masse des richesses nouvelles ainsi offertes à l'exploitation et l'accession à l'indépendance de nombreux États aptes à récuser un droit formulé autrefois sans leur participation, aient de grandes conséquences internationales. Le droit ancien d'inspiration libérale et individualiste est soumis à la pression interventionniste et collectiviste. Ce droit de principes généraux et fixes évolue vers un droit de règles précises et évolutives. Le droit applicable à l'ensemble des mers tend à devenir régional, tandis que le principe de Grotius bascule dans le passé pour faire place aux réalités de « l'appropriation ».

Devant de telles mutations, on comprend que les Nations Unies aient voulu se donner des délais. Deux années sont prévues pour l'enregistrement des soixante signatures nécessaires à la ratification des conventions. Vingt-cinq années supplémentaires enfin permettront de « roder » les conventions qui seront ratifiées et le fonctionnement des institutions internationales qui seront mises en place. C'est dire que l'avenir est engagé. Aujourd'hui, la situation comporte une double asymétrie : d'une part, les pays industrialisés disposant d'importants moyens de financement, de production, d'exploration et d'exploitation des richesses de la mer et, d'autre part, les pays de l'Est et les pays du Tiers Monde qui possèdent plus de la moitié des sous-marins militaires du monde. Les premiers ne semblent pas vouloir s'engager sans précautions dans un système général de partage des eaux comportant des frontières et des garanties financières et techniques incertaines. Les seconds pourraient, comme Pierre le Grand, George Washington et Louis XVI, trouver le statu quo intolérable.

C'est pourquoi des épreuves de force, au moins locales, pourraient se produire dans les zones de production des richesses de la mer et, en haute mer, sur les plates-formes de forage et aux carrefours des grandes routes.

C'est dans cette hypothèse que les grandes puissances ont constitué, dès maintenant, des groupes navals d'intervention, naviguant hors de la limite des juridictions nationales et disposant de moyens pour circonscrire les disputes locales.

★

Perspectives biologiques, ressources énergétiques et minérales, mais aussi rapports humains laborieux, tels sont les éléments de réflexion qu'offre aujourd'hui le monde nouveau de la mer toujours aussi âpre, envoûtant et rude.

Jean SABBAGH,  
Contre-Amiral (2ème section)

## BIBLIOGRAPHIE

Musée des 2 guerres mondiales : Affiches — Objets — Photographies — Tableaux.

### B.D.I.C.

ADELPHI papers, Howard et Nierenberg, Périodique Londres.  
BAGNASCO E., I sommergibili, Parme, 1973, Ermanao Arbelli.

BAUER, Das Unterseeboot, Berlin, 1931, Mittler.  
DIMITRIEV, Les sous-marins de poche, Moscou, 1964.  
DOENITZ K., Die Ubootwaffe, Berlin, 1939, Mittler.  
GAULLE C. de, La discorde chez l'ennemi, Paris, 1924, Berger  
Levrault.  
GUIERRE M., Aux postes de plongée, Paris, 1959, Gallimard.  
KUENNE R.E., The attack sub, New Haven, 1965, Yale Univer-  
sity Press.  
LLUZAR R., Los buques submarinos, Madrid, 1916, Baillière.  
MORI K., The submarine in war, Tokyo, 1931, Maruzen.  
POLMAR N., Atomic submarines, New York, 1964, Van Nos-  
trand.

PRASOLOV, Technologie des sous-marins, Moscou, 1973.  
RIVISTA MARITIMMA, Les sous-marins, Rome, août 1965.  
TRUSOV, G.M., Sous-marins russes et soviétiques, Leningrad,  
1963.  
WASHINGTON PAPERS, Rohwer : Sea power, Périodique  
(O COL 4658/3/26), Center for strategic and international  
studies, Georgetown University.

Voir aussi (peu exploité) :  
SUSDALEV, Histoire des sous-marins pendant les 2 guerres  
mondiales, Moscou 1968.  
SIPRI, Tactical and strategic ASW, Londres, 1974.

## L'ÉTUDE EN FRANCE DE LA PRESSE DU MONDE LIBRE PENDANT LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

C'est sous une forme interrogative que se pose le sujet : où trouver en France les journaux parus dans les pays alliés ou libres pendant la Deuxième guerre mondiale ? Réponse : nulle part. Bien triste réponse, peu encourageante pour les historiens français qui chercheraient à connaître les mentalités des différents pays s'alliant aux Nations unies face à l'Europe occupée. « Il est minuit en Europe », disait alors le Premier ministre canadien McKenzie King ; il est encore assez près de minuit dans les bibliothèques françaises ...

La nuit n'est cependant pas totalement obscure. La BDIC a reçu, pendant toute la guerre, les abonnements du *Journal de Genève* et de la *Gazette de Lausanne*, venant d'un pays neutre et voisin il est vrai, qui entrouvraient prudemment des fenêtres sur l'autre partie du monde. Après la guerre, la BDIC a pu acheter à une banque anglaise la collection complète du *Times* de Londres. Elle possède également une collection très lacunaire de la *Pravda* de Moscou, qui vient d'être doublée récemment par l'acquisition en Amérique de la reproduction complète sur microfilm. Et c'est à peu près tout.

Cependant, à défaut de la presse originale, on peut tenter de se reporter à quelques revues de presse, même peu fiables. Par exemple, *Der Globus* est une publication allemande parue à Berlin pendant toute la guerre, qui est une revue de presse du monde entier ; la Légation d'Allemagne à Berne a également publié une revue de presse étrangère pendant les mêmes années : mais on se doute bien de ce que peuvent valoir ces publications pour une vraie connaissance de l'opinion publique. On trouve aussi à la BDIC quelques autres revues de presse, telles que : *Weekly review of the foreign press*, publiée à Oxford par le Royal Institute of International Affairs, — le *Soviet monitor, radio bulletin from the USSR issued by TASS Agency*, qui est une revue publiée à Londres de la presse soviétique, — *Australia, a monthly bulletin from the Australian news*, publié à New York par la Légation australienne soucieuse d'intéresser l'Amérique à son sort, — des feuilles ronéotées quasi confidentielles d'analyses de la presse syrienne rassemblées par le Colonel Reyniers, un officier de la France libre à Damas, — les *Cahiers français* de la France libre de Londres, qui donnent une revue très générale de la presse libre. Tout ceci est encore bien peu.

Mais, par chance, après la guerre, de très nombreux journalistes ou correspondants de guerre ont estimé utile de faire une publication rétrospective de leurs différents articles de guerre, et la BDIC a bon nombre de ces livres. Au Chili, Alberto Mackenna a réédité les articles sur la guerre parus en 1940-42 dans *El Mercurio* et *Las Ultimas*

*noticias*. Au Mexique, l'Italien en exil Vittorio Vidali a publié ses articles sur les événements internationaux parus dans *El Popular*, l'organe de la Confédération des travailleurs de l'Amérique latine. En Egypte, Pericles Argyropoulos a édité les articles sur la politique européenne parus chaque jour de 1942 à 1944 dans *La Bourse égyptienne* du Caire. L'écrivain russe Constantin Simonov, qui fut correspondant de guerre, a réédité ses articles parus dans *l'Étoile rouge* de Moscou. En Inde, I. Stephens, directeur du *Statesman* de Calcutta, a rappelé tous ses textes parus pendant la guerre. Enfin, aux États-Unis, *Time*, *Life* et *Fortune* ont republié les dépêches de leurs correspondants de guerre ; le *New York Herald Tribune* a publié la reproduction de ses premières pages et des principaux textes ; *Yank*, le journal des troupes américaines, a fait un recueil de ses dessins humoristiques ; *Picture post* a reproduit ses meilleures photos ; les exilés italiens antifascistes ont rassemblé les articles parus dans *New essays*, organe des « Groups of council communists » aux États-Unis. Et on trouve à la BDIC les coupures mêmes des articles de l'économiste Salomon Wolff parus alors dans le *Neue Zürcher Zeitung*.

De plus, de bonnes études d'opinion publique comportent naturellement la reproduction d'articles. Par exemple, K. Shewmaker a repris les articles des journalistes américains envoyés à Chungking, dans un livre sur « les Américains et les communistes chinois de 1927 à 1945 ». Lee Finkle a fait une étude de la presse noire aux États-Unis pendant la guerre et du journal *Forum*. Le Finlandais Eskola Seikko s'est attaché à la presse américaine face à la crise finlandaise. R.W. Ross a étudié la presse protestante américaine face à la persécution des juifs par les nazis. Il existe une bibliographie d'articles parus dans la presse juive de langue allemande aux États-Unis. Une autre bibliographie dépouille les articles sur les juifs parus dans cent journaux britanniques. Sans doute trouverait-on encore d'autres exemples, présents dans le catalogue de la BDIC, que ce soit dans la section de la « Deuxième guerre mondiale » ou celle de « l'Opinion publique » dans chaque pays.

Il n'en reste pas moins qu'il y a là une lacune considérable pour toute recherche historique s'attachant avant tout au document original. La copie d'un article ne rendra jamais compte de sa présentation première, sa place occupée dans le journal, la typographie utilisée, la relation ou l'opposition avec les autres textes, la fréquence même du sujet, etc. Quoi de plus instructif que le « courrier des lecteurs » par exemple, qui n'a jamais, que l'on sache, été repris nulle part ? Sans parler des annonces, des faire-part, des programmes de spectacles, qui sont toute une histoire des mentalités à soi seul.

Actuellement, il n'y a qu'une solution pour le cher-

cheur : s'offrir — ou se faire attribuer — un voyage aux États-Unis, où la richesse des bibliothèques risque fort de le combler au-delà de toute attente. Ou bien ... Pourquoi ne pas envisager la constitution en France, pour certaines époques aussi dramatiques que la Deuxième guerre mondiale, d'un fonds de collections de presse sur microfilms, accessibles à tout chercheur, faciles à

communiquer, faciles à conserver ? Les Nations unies en guerre rassembleraient cinquante et un pays : un quotidien au moins par pays, donc cinquante et un quotidiens, sur six années de guerre, — est-ce vraiment impensable ?

Gracie DELÉPINE,  
Conservateur à la BDIC

## COURRIER DES LECTEURS

Nous ouvrons ici une colonne réservée aux lecteurs, à leurs remarques sur les activités de l'Association, à leurs réflexions sur les articles parus dans la *Lettre*, à leurs suggestions ...

Mme Annie Kriegel, professeur à Paris X, nous écrit :

« J'ai lu avec attention votre *Lettre* et notamment la partie concernant le fonds Yidich. La destruction du monde du judaïsme « polonais » au sens large — en fait d'Europe centrale et orientale — est bien due à la persécution nazie, mais il aurait été bon de signaler qu'aucune renaissance n'a été possible après guerre du fait que l'occupation soviétique, puis la construction de démocraties populaires, n'ont donné aucune chance à une telle renaissance. Les « survivants », même peu nombreux, auraient pu se réinstaller sur place au lieu de se diriger vers les États-Unis et Israël et dans une première période, un certain nombre l'ont d'ailleurs fait. Mais ils ont été chassés à nouveau (généralement en deux temps) par les nouveaux maîtres. Le pire — l'assassinat de masse —, les nazis en ont eu le monopole, mais "l'achèvement du travail", l'arrachement des dernières racines, il faut en faire "hommage" au communisme. »

### Réponse de Michel Leiberich

« Le fonds yidich, malgré sa richesse, ne contient que peu d'informations sur les conditions de réinstallation des populations juives achkénazes sur leurs terres d'origine, en Europe centrale et orientale. En effet, la plupart des mémoires sont centrées sur les horreurs nazies, dont l'énormité semble occulter toute autre question. La majorité des auteurs semble négliger le problème de la vie "après". Certains évoquent, dans le dernier chapitre de leurs mémoires, le retour en Pologne, qui n'est d'ailleurs plus la Pologne de Poznan à Pinsk, mais la Pologne de l'Odra au Bug, une nouvelle Pologne dans laquelle les réfugiés des territoires de l'est sont censés trouver une nouvelle patrie. Beaucoup de Polonais, juifs et non juifs, se trouvant à l'est du Bug et désirant rentrer en Pologne, sont directement dirigés vers les provinces occidentales, surtout vers la Silésie, ce qui ressort très nettement de certains ouvrages. Des publications d'orga-

nismes juifs silésiens, diffusées juste après la guerre, nous donnent une image assez étonnante et peu connue de cette nouvelle communauté juive de Basse Silésie. Ces publications témoignent d'un état d'esprit très touchant, voulant rompre résolument avec les horreurs de la guerre et construire en Silésie, cette vieille terre polonaise, où vivaient déjà au Moyen Age des communautés juives, une nouvelle patrie pour les Juifs polonais. La revue *Niderszlezje* (Basse Silésie) est typique de cette trop courte époque. En effet, la résurgence des vieux démons, l'incapacité de l'État polonais de prendre en compte les aspirations d'une partie de ses citoyens, les ombres de l'holocauste, l'impact du sionisme, largement méconnu et mal interprété par les autorités, provoquèrent non seulement l'échec de cette nouvelle entreprise, mais encore la dispersion de ce qui restait de la communauté juive polonaise, de cette communauté qui avait partagé le destin de la Pologne depuis le XIIe siècle. Les chercheurs intéressés par ces questions trouveront à la BDIC de nombreux ouvrages en français et en polonais, ainsi que des périodiques polonais particulièrement évocateurs pour les événements de 1968, où l'antisémitisme officiel, fortement teinté d'antisémitisme, provoqua l'exode de nombreux Juifs.

En ce qui concerne l'URSS, qui englobe depuis 1945 une très grande partie du "foyer achkénaze", le problème ne se pose pas de la même manière. La communauté juive y existe toujours, et les chercheurs pourront trouver à la BDIC les deux périodiques soviétiques en langue yidich, le *Birobidzhaner Shtern* et le *Sovetish Haymland* avec son supplément. Les ouvrages statistiques des diverses républiques soviétiques donnent les effectifs de chaque nationalité, et donc le pourcentage et le nombre des personnes de nationalité juive, yidichophones et non yidichophones. La BDIC possède en outre des publications éditées ces dernières années à Moscou en langue yidich, ainsi qu'un très grand nombre d'ouvrages, en français et en anglais, donnant le point de vue occidental sur la politique soviétique à l'égard des Juifs.

Les documents ne manquent pas, mais l'histoire des Juifs achkénazes depuis 1945 est encore à écrire ...

Michel LEIBERICH

\*

Faute de place, nous n'avons pu publier tous les articles qui nous ont été envoyés. Nous les publierons dans une prochaine *Lettre* L'Assemblée Générale de l'Association a eu lieu le 13 décembre 1982. Le compte rendu paraîtra également dans un prochain numéro.

\*

### Membres du Bureau :

Président : Daniel Mayer  
Vice-Présidents : H. Amouroux, J. Droz, O. Patrois  
Bureau : W. Berelowitch, S. Courtois, J. Delarue, G. Delépine, G. Dreyfus-Armand, L. Fioux, R. Frankenstein, R. Girault, L. Hamon, L. Lemonnier, M. Lemaître, T. Muller, R. Paris, E. Wellhoff.  
Membre de droit : V. Blum, Directeur de la BDIC.

Directeur de la publication : Stéphane COURTOIS

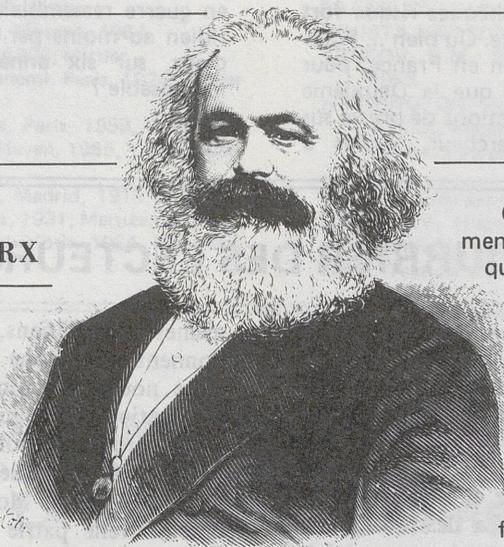
Composition, mise en page : Germinal

Impression : Imprimerie Université de Paris X

C.P.P.A.P. : inscription en cours

1883

1983

100<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE  
DE LA MORT DE KARL MARXMARX  
A LA  
BDIC

Karl Marx geb. 2. Mai 1818, gest. 14. März 1883

L'année 1983, entre autres grands anniversaires, sera marquée par le centenaire de la mort de Karl Marx. De très nombreuses manifestations sont prévues de par le monde pour célébrer sa mémoire comme pour débattre de l'actualité de sa pensée. En France, l'« année Marx » sera ouverte par le colloque international, « L'œuvre de Marx, un siècle après », organisé du 17 au 20 mars par l'Université Paris X-Nanterre avec l'appui du CNRS. D'autres rencontres suivront, notamment à Paris VIII et à l'École des hautes études en sciences sociales.

L'originalité du colloque de Nanterre tient à sa volonté d'aborder le destin de l'œuvre de Marx à travers l'histoire des éditions et traductions de ses écrits et celle des lectures multiples qui en ont été faites suivant les époques et les lieux. Un tel projet ne pouvait laisser indifférent une bibliothèque comme la BDIC. Elle lui a donc apporté son soutien.

A cette occasion, il n'est peut-être pas inutile de rappeler brièvement que la BDIC offre aux recherches sur la diffusion et la réception de l'œuvre de Marx un des fonds les plus considérables en France.

Le chercheur y dispose tout d'abord de toutes les grandes éditions « historiques » de Marx, qui ont fait date dans la connaissance de son œuvre. C'est-à-dire de l'*Historisch-kritische Gesamtausgabe*, lancée par D. Rjazanov en 1927 et interrompue en 1935, des *Marx-Engels Werke* en 43 volumes publiés entre 1957 et 1968 et des 10 premiers des 100 volumes prévus de la nouvelle *Marx-Engels Gesamtausgabe* commencée en 1975, mais aussi les deux éditions russes des *Marks i Engels Socinenija*, la première inachevée (1923-1948) en 29 volumes (dans une collection malheureusement lacunaire) et la seconde (1955-1969) en 46 volumes.

Outre ces instruments de travail fondamentaux pour tout « marxologue » — auxquels il convient d'ajouter les collections des grandes revues où furent publiés nombre d'inédits : avant 1914, la *Neue Zeit* de Kautsky et les *Documente des Sozialismus*, publiés par Ed. Bernstein, puis, à partir des années 20, *Letopisi Marksizma* et l'*Arkhiv K. Marksa i F. Engelsa*, édités par l'institut Marx-Engels de Moscou — la BDIC possède un fonds très important d'éditions diverses (œuvres choisies, textes choisis, œuvres séparées) des écrits de Marx. En

tout près de 500 titres dans une dizaine de langues, dont 150 en russe. (Ce sans compter les œuvres d'Engels, considéré comme auteur distinct et à part entière).

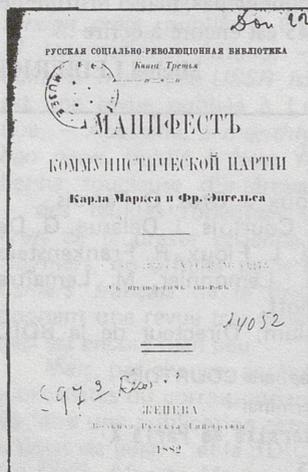
Si parmi toutes ces publications de Marx on ne rencontre finalement qu'assez peu de véritables raretés bibliophiles (sauf pour les éditions russes), cet ensemble d'éditions et traductions de Marx se révèle fort précieux pour étudier et comparer la fortune éditoriale des divers textes de Marx. Sous cet angle se distinguent particulièrement, par leur nombre et leur variété, d'une part les éditions social-démocrates allemandes pour la période 1885-1920 et par ailleurs les éditions russes antérieures à la révolution, aussi bien celles publiées à l'étranger dans l'émigration que celles tolérées par la censure tsariste.

Pour la France, le fonds présente par contre de grosses lacunes pour les premières éditions d'avant 1914 et aussi bien que pour l'entre-deux-guerres. Le lecteur trouvera cependant les principales traductions depuis l'édition Costes jusqu'à celles publiées par les Éditions Sociales et celles dirigées par M. Rubel.

Enfin, pour ce qui concerne la littérature sur Marx, celle-ci est regroupée au fichier matière « Allemagne I Biographie Marx ». On n'y trouve pas moins de 500 fiches de livres ou brochures consacrés partiellement ou entièrement à l'auteur de *Das Kapital*, dont plus d'un tiers en caractères cyrilliques.

Ainsi, si Marx avait pu en son temps se contenter de la bibliothèque du British Museum, un siècle plus tard il apparaîtrait que tout historien soucieux du formidable impact de son œuvre ne peut ignorer les richesses de la BDIC.

Michel PRAT



Quelques-une des 50 éditions du Manifeste conservées à la BDIC.